AGORA

MENSUEL LIBERTAIRE/AVRIL 83/N° 15/12 F

LE SOULEVEMENT DE LA VIE

- *les O.S. contre la rigueur*
- *c.n.t. : par-delà le changement*
- *la cécilia : l'utopie en marche*

sommaire

HEXAGONE

5. **Protocole Hernu-Savary** : L'Ecole au garde-à-vous ?
7. **Grèves dans l'automobile** : Les O.S. contre la rigueur
9. **Prisons** : Le soulèvement de la vie

Arrêter l'école en uniforme

ARGUMENTS

11. **Jean Vigo** : Après tout, on tue aussi les oiseaux...

REPÈRES

14. **Espagne** : L'anarcho-syndicalisme à la croisée des chemins
15. **Consensus** : Un socialisme décaféiné
17. **Culture** : Paroles en liberté
20. **Pacte social** : Syndicalisme néo-vertical
22. **Anarchos** : La CNT-AIT en congrès

SANS FRONTIÈRES

25. **Nigéria** : Les victimes de la guerre du pétrole
27. **Italie** : La chasse aux sorcières autonomes

NOTRE MÉMOIRE

31. **La Cécilia** : Une commune anarchiste au Brésil en 1890

Quand l'utopie se fait réalité

CASE LIBRE

35. **Appel** : Assises antinucléaires juin 83

En finir avec la société nucléaire

CHRONIQUES

BOÎTE POSTALE
4. Parlez-moi de nous

EN MARGE
10. Luttes présentes et à venir

KIOSQUE
13. Il pleut des livres

AGORA S'AFFICHE
18. L'Espagne libertaire vit et vivra

TUTTI FRUTTI
29. Des brèves sans frontières

VUE ET REVUES
30. Feuilles en mouvement

MÉGAPHONE
34. Faut tout vous dire

LA ZILL...

AGORA
mensuel libertaire - n° 15/avril 83

RÉDACTION

Directeur de la publication : Solon Amoros.
Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Tony Alvarez, Solon Amoros, Violette Marcos.
Correspondance : Agora, BP 1214, 31037 Toulouse Cedex.
Permanence téléphonique : les mardis et vendredis, de 18 h à 20 h au (61) 59.24.01.

TECHNIQUE

Composition : Scot Caractères
16, impasse Bélou - 31200 Toulouse.
Tél. (61) 23.96.75.
Imprimerie : Sacco
10, rue Gazagne, 31300 Toulouse.
Tél. (61) 42.03.30.
Façonnage : M.D.P.
10 bis, rue des Teinturiers - 31000 Toulouse.
Tél. (61) 42.12.48.
Routage : A.D.L.
7 quai St-Pierre - 31000 Toulouse.
Tél. (61) 21.14.06.

ABONNEMENTS

Prix au numéro : 12 F
Abonnement : 6 mois - 6 numéros : 70 F
(Etranger, Tom-Dom : 85 F.
Par avion : 105 F).
1 an - 10 numéros : 110 F
(Etranger, Tom-Dom : 130 F.
Par avion : 170 F)
De soutien : à partir de 150 F.
Diffusion militante : 5 exemplaires, 55 F
10 exemplaires : 100 F

Pour tout versement : Agora
CCP 3716 17 Y Toulouse

Commission Paritaire : 62 601.
I.S.S.N. 0245 3630
Dépôt Légal : avril 1983

Le poster central du numéro est en vente au prix unitaire de 5 F (à partir de 10 exemplaires : 3 F pièce), frais de port compris.

Ont été mis à contribution pour ce numéro :
Hervé Favreaud, Christian Foisnon, Rivista Anarchica, Juanito Marcos, Patrick Bertrand, Michel Auvray, Violette Marcos, Tony Alvarez, Xavier Vadillo-Aurtenexte, Claude Ariso, J.-J. Gandini, Miguel Linares, Solon Amoros, F.-L., Umanita Nova, Jean-Louis, Lily Marlène, Julien Dreux, CNAN Bordeaux, et les copains et copines de l'Atelier de façonnage M.D.P., de l'imprimerie Sacco, de la Coopérative Caractères et du routage A.D.L. A tous, merci.

CIBLE

LA TOILE D'ARAIGNÉE

D'un côté, la peur et l'insécurité. De l'autre, la loi et l'ordre. Entre les deux, l'extrême droite et le racisme. Telle est la soupe où chacun trempe son pain et qui restera l'avertissement le plus clair lancé par les dernières municipales. Les scores électoraux de Le Pen, les alliances chiraquiennes avec l'extrême-droite ne seraient que la confirmation d'évidences, s'ils ne grignotaient des franges du mouvement ouvrier. Oh, certes, ce n'est pas le retour en force de la peste brune, mais les signes avant-coureurs d'un danger.

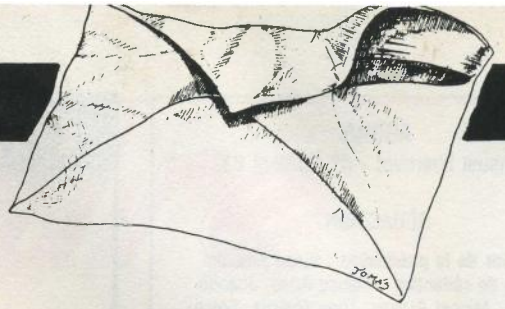
D'abord la droite. A Marseille, le candidat Gaudin s'est prononcé "pour la création d'une école de maîtres-chiens, pour l'augmentation des effectifs de la police municipale et l'expulsion des délinquants immigrés". A quoi Deferre-la-Matraque n'a pu qu'opposer la proposition d'une conférence internationale "qui se tiendrait avec les ministres des pays fournisseurs de main-d'œuvre". En quelque sorte, une conférence de maquignons réglant le sort des individus et de leur détresse comme s'il s'agissait de simples morceaux de viande qu'on peut déplacer à loisir.

C'est ainsi que parfois la gauche social-démocrate fait le lit de l'extrême-droite. Aux municipales, partout, elle a réclamé et promis plus de flics. Auparavant on avait vu à l'œuvre les bulldozers d'Ivry, et plus près de nous, un premier ministre criant que les immigrés en grève étaient "manipulés par la révolution islamique". Quant au PCF, il ne peut donner de leçons à personne. L'histoire récente témoigne contre lui. Et, lorsque dans l'Huma du 12 mars, Leroy s'offusque qu'un candidat de droite ait osé traiter son adversaire de "juif, polonais, allemand", on peut dire qu'il a la mémoire courte. Pas nous. Au "polonais" près, c'est bien le PCF qui a ouvert la porte à la xénophobie, en 68, avec son "juif allemand".

La crise capitaliste a ainsi trouvé son slogan : loi, ordre et sécurité. Elle a désigné son bouc émissaire : le travailleur immigré. Que bascule en ce sens une partie du mouvement ouvrier et racisme et extrême-droite pourront à nouveau s'inscrire dans nos réalités. Tel est l'enjeu des mois à venir. Tel est aussi le sens des priorités du moment : ne pas laisser nos camarades immigrés isolés face à un pouvoir prêt à les lâcher pour quelques votes de plus.

T.A.

BOITE POSTALE



ATTENTION AUX VIDES

Tout d'abord bravo pour tous les Agora publiés. Elle est sans doute la meilleure revue libertaire du point de vue rédactionnel et graphique tout en étant politiquement très cohérente. Cohérente, car Agora correspond bien à ce qu'elle souhaite être : "un regard libertaire" sur l'actualité, la société, le mouvement, etc. Cohérente aussi car Agora semble associer avec beaucoup de souplesse, un projet rédactionnel réfléchi à une réflexion politique non dogmatique et plurielle. Il y a incontestablement de grands vides politiques et intellectuels dans le mouvement anarchiste contemporain. Certains sujets ne sont d'ailleurs quasiment jamais abordés dans la presse libertaire : le Tiers-Monde, l'agriculture, l'homosexualité, etc. Une revue comme Agora constitue un précieux outil pour palllier ces carences. Cependant, un danger qui guette Agora c'est de vouloir combler. *Je m'explique : s'il existe aujourd'hui une pléiade de périodiques anars, la quasi-totalité de ceux-ci sont des revues "politiques" au sens large du terme. Il n'y a pas de presse libertaire spécialisée (par exemple sur l'économie, le culturel ou l'écologie) ou de revues spécialisées de sensibilité libertaire (mis à part quelques publications antimilitaristes). Il existe donc aussi un autre manque dans la presse libertaire. Agora doit faire avec. Mais s'il me paraît fondamental que vous abordiez tous les thèmes de réflexion possibles, il faut éviter des articles trop techniques, qui auraient plus leur place dans des revues "ciblées" différemment. Pour l'instant vous semblez avoir échappé à ce travers. Quelques articles socio-psychanalytiques (le tabou de l'inceste) ou de critique esthétique, m'ont cependant à la fois passionné (par leurs points de vue et les espaces de réflexion qu'ils ouvrent) et "gêné" par leur trop grande technicité.*

Philippe (La Roche/Yon)

ARRÊTONS DE NOUS GARGARISER

Ainsi on reproche à Agora son manque de contenu libertaire ? Je crois que le créneau pris par Agora est juste au contraire. Car si on suivait cette critique, chaque revue du mouvement ne ferait que se répéter. Agora doit être une revue ouverte, apartidaire et non sectaire. Il y en a assez des lieux communs sur le mouvement libertaire. Pourquoi vouloir quand on parle de l'Allemagne caser dans le cours de l'exposé les petits copains de la FAUD, quand il s'agit de l'Italie, l'USI, etc. Le mouvement libertaire a toujours eu dans le domaine international un prisme déformé ; il fallait toujours trouver l'embryon libertaire, l'organisation anar. Cela me rappelle certains présupposés marxistes-léninistes : point de salut s'il n'y a pas le Parti. D'ailleurs quel poids ont ces orgas sur la réalité sociale ? Arrêtons de nous gargariser sur des organisations dont nous connaissons les textes et les pratiques en France quand celles-ci déclinent dans leurs pays respectifs. Il faudrait peut-être s'interroger sur ce phénomène de décalage, il faudrait peut-être se rappeler les deux derniers "couacs" internationalistes en France : la CNT, les "autonomes italiens". Le mouvement libertaire (ou une partie de celui-ci) s'est approprié ces mouvements quand ceux-ci déclinaient. D'où un fiasco politico-théorique important. Qu'Agora continue. Son rôle de revue n'a rien à voir avec des journaux d'agitation bien estampillés libertaires.

Jean-Michel (Orléans)

DIRE LES CHOSES SIMPLEMENT

Je tiens à vous féliciter quant à la qualité et à la présentation d'Agora. En ce qui concerne le but de la revue, je pense qu'il faut que vous restiez le plus possible ouverts. Il ne faut pas qu'Agora soit un canard fait par des anarchistes pour des anarchistes, mais au contraire il doit toucher le maximum de gens par des articles réfléchis et documentés (ce qui a toujours été le cas jusqu'ici). Enfin, ne pas chercher à convaincre à tout prix, mais dire les choses simplement, telles qu'elles sont, chiffres à l'appui. Ne plus se regarder le nombril, ni s'entredéchirer, telle doit être la devise. Agora n'est pas une revue de luttes sociales, mais une revue d'information et de réflexion, et elle doit le rester. Pour lès luttes, il faudra peut-être créer une revue du même modèle qu'Agora : ouverte, sans sectarisme, d'un point de vue plus large, sans abandonner la spécificité libertaire.

Pascal (Joué-lès-Tours)

PLACE AUX SPÉCIALISTES ?

Votre revue me plaît toujours autant mais je vais tout de même émettre deux critiques. Quand la revue sera mensuelle, il deviendra indispensable que vos articles soient beaucoup plus étoffés ; il faudra absolument éviter les articles généraux survolant les problèmes abordés. Alors peut-être (c'est presque sûr) vous trouverez-vous confrontés avec la spécialisation des rédacteurs : faut-il que des personnes se spécialisent dans certains domaines de l'actualité (médecine, pays, agriculture...) ? Personnellement, je pense de plus en plus (bien que cela semble aller dans le sens contraire de la démarche libertaire) que la réponse est oui si l'on veut arriver à présenter une revue solide, "sérieuse", qui puisse apporter réellement des informations au lecteur et lui permettre aussi une réflexion plus profonde.

L'autre petite critique est l'absence dans AGORA d'une partie réservée aux problèmes théoriques. Cela n'implique pas que l'on doive ressasser les vieux thèmes avec les mêmes éléments de discussion. Par exemple, on pourrait très bien concevoir des articles (théoriques) traitant : de l'origine de l'autorité à partir des connaissance les plus récentes de la biologie et de la psychologie ; de la conséquence du développement de l'informatique sur l'organisation d'une économie de type libertaire...

A mon avis, AGORA est la meilleure revue libertaire française et de loin !

Francis (Gradignan)

PARLONS NATIONALISME

Quelque peu mis en cause dans le courrier des lecteurs à propos de mon article sur le Maroc, je pense qu'il est en effet grand temps de se pencher sur les problèmes du Tiers-Monde, comme du nationalisme, aussi bien sur le terrain politique, qu'au niveau de la réflexion idéologique.

Premièrement, la montée des luttes nationales dans les pays peu ou sous-développés va en augmentant (Amérique Latine, Afrique, Pays de l'Islam...). La gigantesque bataille ou partie d'échecs que se livrent les deux grands sur la planète n'est pas étrangère à ce phénomène et il est navrant de constater qu'effectivement, faute de pouvoir apporter, non pas des "schémas et plans de combat" (je conseille la lecture des textes sur le nationalisme dans "Anthologie de Noir et Rouge" parue récemment aux éditions Spartacus/Acratie), mais des explosions de principes et d'expériences anarchistes, les pays "libérés" changent de camp impérialiste ou tombent dans des situations aussi tragiques que précédemment (voir l'Iran). Et ce combat Est-Ouest pour se répartir les richesses énergétiques du Tiers-Monde, n'est pas sans danger pour l'équilibre, la sécurité et le maintien de la paix dans ce monde. Et sans avoir besoin de regarder ce qui se passe chez le voisin, intéressons-nous à la Corse, à la Nouvelle-Calédonie, pour ne pas être complètement décrochés (dans notre grande majorité) comme nous le fûmes au moment de l'Algérie .

Gilles (Bordeaux)

ET BASTA ?

Je viens de découvrir votre journal à côté duquel je suis passé des mois. Je me rattrape en m'abonnant et voulant contribuer à l'effort général, je vous envoie 200 F pour votre local.

Je me permets quelques remarques sur le dernier numéro. Du côté positif, la qualité de présentation, la diversité des sujets, l'ouverture du journal (courrier des lecteurs) un côté pas du tout intello qui fait souvent défaut dans le mouvement libertaire. Du côté négatif, un poster difficilement exploitable sur les murs d'une ville du nord de la France ("et basta !" connais pas...) et peu d'articles sur les luttes dans les entreprises françaises (deux pages sur la sidérurgie, un petit article sur les délégués de lutte et une brève sur les immigrés : hommes outils). C'est trop peu.

Eric (Laval)

PROTOCOLE HERNU-SAVARY

L'ÉCOLE AU GARDE-A-VOUS ?

Jamais l'on n'avait vu, depuis la lutte contre l'extension du camp militaire du Larzac, autant de groupes, comités et formations si divers agir de concert sur un même objectif antimilitariste : l'abrogation du protocole d'accord signé le 23 septembre 1982 entre Charles Hernu et Alain Savary.

Déclarations tonitruantes d'un côté, promesses se voulant rassurantes de l'autre, décision arbitraire enfin, les dirigeants socialistes semblent passés maîtres dans ce singulier exercice. Premier temps : Hernu se laisse aller dans une longue interview publiée par "Le Monde" du 11 juillet 1981 : *"Il faut arriver à l'armée préparés, et préparés par l'école, le lycée et l'université. Il faut une symbiose avec l'éducation nationale"*. Deuxième temps : suite à ces propos alarmants, des pédagogues — qui se demandent quelle symbiose il peut bien y avoir entre un système basé sur la stricte obéissance et l'école dont le rôle affiché est, tout au contraire, de favoriser l'autonomie et la responsabilité en éveillant l'esprit critique — commencent à réagir. Le COT (Collectif des Objecteurs Tarnais), qui coordonne les informations, entreprend une intense activité locale : des associations, des députés, 400 enseignants et éducateurs du Tarn interpellent bientôt le ministre de l'éducation, Savary. Savary qui, rassurant, promet que rien ne se fera sans qu'ait eu lieu au préalable une très large concertation. Concertation il doit y avoir, justement, dans les lycées le 13 décembre 1982. Hypocrisie du responsable des tableaux noirs ou demande de plus en plus pressante de son collège Hernucléaire ? Le fait est que la troisième phase de l'opération est déclenchée dès la rentrée scolaire : c'est le 23 septembre, à bord de la corvette Montcalm mouillant au large de Toulon, que les deux ministres signent un protocole d'accord prévoyant de *"favoriser l'établissement de relations régulières entre (les) deux communautés"*.

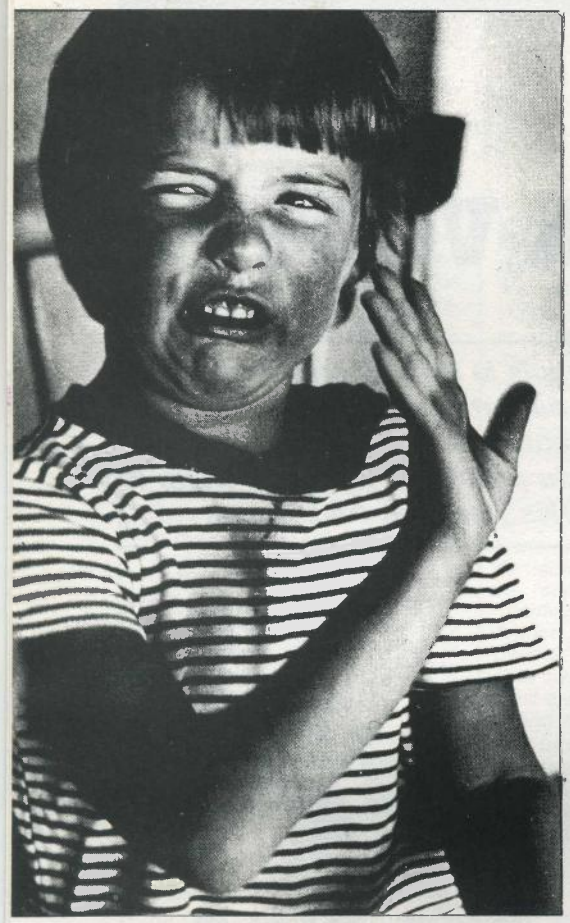
Le but *("améliorer l'information des jeunes gens et des jeunes filles sur les nécessités de la défense et la finalité du service national")* est on ne peut plus clair, les moyens sont variés : remise à l'honneur de l'instruction civique, collaboration dans le domaine des activités physiques et sportives, élaboration de brochures et autres documents pédagogiques traitant des problèmes de défense, multiplication des conférences et visites d'unités, mise à disposition réciproque d'infrastructures sportives...

Une commission permanente composée de représentants des deux ministères est mise en place et l'armée fait assaut de séduction envers ce milieu a priori fort réticent : invitation dans les casernes, visites dans les écoles normales et les facultés, incorporation privilégiée des futurs enseignants au service national (où leur seront proposés, outre un aménagement des dates d'appel, des fonctions d'encadrement voulues "enrichissantes"), plusieurs mesures s'efforcent de s'attacher la bienveillance des pédagogues.

DANS 75 DÉPARTEMENTS

Diffuse, peu coordonnée mais non moins virulente, la réaction ne se fait pas attendre. La presse antimilitariste et pacifiste dénonce la volonté gouvernementale de transformer l'école en *"antichambre de la caserne"*, des comités, groupes et formations opposés à la militarisation développent une campagne d'information en direction des lycées et collèges. Distributions de tracts aux portes des établissements scolaires, interventions spectaculaires, interpellations des syndicats et associations, des militants de sensibilité différente (antimilitariste, pacifiste, anarchiste, non-violente...) dépassent leurs divergences pour s'opposer à l'ingérence des militaires dans l'école. Des collectifs se créent, un tract commun à une trentaine de groupements est largement diffusé et le réseau de correspondants recensé par le COT touche bientôt 75 départements.

Hernu-Savary : l'enfant en point de mire



Militaire ? Non, merci !

Pour la première fois depuis la lutte du Larzac, la dénonciation du militarisme est reprise, autour d'un thème précis — et justement parce qu'il est concret et limité —, par des militants traditionnellement plus impliqués dans la gauche institutionnelle : réactions individuelles certes, mais aussi prises de positions très nettes de sections ou fédérations locales. Au niveau régional, des mouvements d'éducation populaire tels que la FOL, les FFC ou les CEMEA, expriment souvent leur indignation. L'ICEM (pédagogie Freinet) condamne nationalement le protocole dès sa signature, tandis que la Ligue des Droits de l'Homme appelle, par la voix de son président, à la vigilance.

Se sentant associées à la politique gouvernementale, les instances dirigeantes des associations de parents d'élèves et syndicats d'enseignants s'enferment dans un silence que perturbe, ici et là, les protestations de leurs propres militants. C'est le cas à la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves, dont les bulletins départementaux contiennent fréquemment des articles incitant la fédération à condamner fermement le protocole et où l'on voit même certaines sections, telle celle de St-Affrique (Aveyron) inviter les responsables d'établissements à *"refuser l'entrée de l'armée à l'école"*. C'est aussi le cas au SGEN-CFDT, où nombre de sections départementales (Mayenne, Maine-et-Loire, Limousin, Haute-Garonne, Tarn, par exemple) font connaître leur désaccord plus ou moins ferme. C'est enfin le cas, dans une moindre mesure, à la FEN, qui a nationalement exprimé sa satisfaction : l'une de ses tendances, "l'Ecole Emancipée", a vigoureusement dénoncé le protocole et le SNES a dû, sous la pression de nombre de ses adhérents, dénoncer *"le caractère unilatéral des mesures prévues, avec une fausse symétrie sur la réciprocité des interventions"*.

UN ENJEU DÉMESURÉ

Le poids des bureaucraties n'est pas seul en cause. Si, dans leur immense majorité, les enseignants n'ont encore que timidement réagi, c'est aussi parce qu'ils sont actuellement préoccupés par d'autres problèmes (application du rapport Legrand, affectation des maîtres auxiliaires au plan national...) et, de fait, accoutumés à la succession de réformes non suivies d'effet. Leur indifférence relative témoigne surtout, de même que celle d'un trop grand nombre de lycéens, d'une singulière naïveté. Quelque peu habitués à la venue d'officiers-conseils dans les établissements scolaires, les uns et les autres sont loin d'avoir perçu l'ampleur des changements en cours. En un mot, l'importance de l'enjeu : d'une part préparer dès l'école les jeunes gens à se soumettre à l'obligation du service afin — selon les termes de Michel Pelissier, chef de cabinet du Premier Ministre — d'*"éviter que, plus tard, le temps consacré à la défense du pays ne soit perçu comme une contrainte gratuite, voire injuste"* ; d'autre part, renforcer ce fameux *"esprit de défense"* des futurs citoyens et citoyennes. En d'autres termes, s'assurer de l'acceptation tacite des choix totalitaires de la politique de défense, créer un consensus — une "union sacrée" ? — autour de l'institution militaire, faire de l'armée le symbole de l'unification nationale.

Certes, les militaires intervenaient jusqu'alors dans l'école — surtout dans les SES et CET d'ailleurs —, dans le cadre des "journées carrières", pour recruter. Mais la voie ouverte par le protocole va bien au-delà : c'est désormais dans le cadre des activités éducatives que des contacts directs vont être développés, au sein des activités scolaires, en liaison avec les enseignants, que vont se dérouler les conférences. Il ne s'agit plus seulement d'appâter les engagés nécessaires aux armées mais bel et bien d'entreprendre un véritable conditionnement des esprits. Fini le temps où les sergents recruteurs modernes s'exposaient à l'indifférence, sinon aux critiques, de quelques élèves attirés au sortir de la classe. C'est maintenant pendant les heures de cours, en collaboration avec les professeurs, que les militaires vont œuvrer devant des classes entières : présence du plus grand nombre de garçons et filles assurée, caution de sérieux et discipline maintenue par la présence des enseignants, le discours militariste est, de fait, intégré à l'enseignement.

L'homologation des brevets sportifs militaires par l'éducation nationale va permettre à des militaires de se reclasser dans l'éducation physique, alors que l'on voit déjà les inspecteurs d'académie convier fermement les enseignants à emmener les élèves du primaire aux parades du 11 novembre. Compte rendu leur est même expressément demandé !

Les instructions ministérielles poussent dès lors les pédagogues à se faire l'instrument d'une préparation militaire qui ne dit pas son nom. Pourtant, le véritable danger n'est pas tant dans une réelle militarisation de l'école que dans un renforcement de l'idéologie nationaliste et belliciste, un renforcement du militarisme ; pas tant dans la préparation de bons petits soldats dociles que dans le conditionnement de citoyens voulus passifs et silencieux.

Passées pratiquement inaperçues, les protestations de l'association des professeurs d'histoire et de géographie mettent cependant à nu la nature du changement en cours. Le ministre de la défense entend, en effet, revoir les manuels scolaires *"afin que l'on cesse d'y voir (...) des passages scandaleusement antimilitaristes"* (?) et la commission permanente composée de représentants des deux ministères pourrait bien s'acquitter de cette tâche. De la volonté d'expurger les livres de tout ce qui peut déplaire à notre glorieuse armée peut découler la censure, le choix des auteurs et des ouvrages et, en définitive, une intervention des militaires dans l'enseignement de l'histoire, notamment.

L'heure n'est plus où des galonnés venaient "en visite" dans les établissements scolaires. L'ingérence des militaires dans le contenu des programmes comme dans les pratiques pédagogiques témoigne à l'évidence d'une politique visant — au moins du côté d'Hernu — à mettre en place un enseignement aux ordres. L'action de longue haleine entreprise par le tentaculaire SIRPA (Service de Relations Publiques des Armées) n'en est encore qu'à ses débuts. Il n'est sans doute pas trop tard pour barrer la route à sa campagne d'intoxication militariste. Pas encore. L'amplification du mouvement de résistance n'en est que plus nécessaire. Et plus urgente.

Michel AUVRAY

A TOUTES FINS UTILES

De nombreux comités, groupes ou collectifs ont déjà réalisé qui leur propre matériel d'information, qui des outils d'agitation élaborés et diffusés collectivement : tracts, pétitions, enveloppes, affiches, dépliants, plaquettes abondent. Autant en dresser la liste serait vain, autant semble-t-il utile d'indiquer où se procurer certaines de ces réalisations.

- *Un tract national (signé par une trentaine de formations libertaires, pacifistes, antimilitaristes et non-violentes) est disponible au siège de la Libre Pensée, 10/12 rue des Fossés Saint-Jacques, 75005 Paris.*
- *Réunissant textes officiels, déclarations de militaires, prises de position d'opposants et informations concrètes, deux "Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement" ont été publiés par le COT, BP 229, 81002 Albi Cedex.*
- *Un dépliant de 8 pages, excellent document de synthèse, est disponible auprès du Collectif d'opposition au protocole Hernu-Savary c/o CEP, 44, rue St-Georges, BP 5006 St-Jean, 69245 Lyon Cedex 01.*
- *Le collectif lyonnais, comme le COT, ont réalisé des affiches différentes.*
- *Enfin, des enveloppes ont été élaborées sur ce thème par la coordination nationale des objecteurs réservistes : Bruno Barillot, Chessy-les-Mines, 69380 Lozanne.*

GRÈVES DANS L'AUTOMOBILE

la rigueur revue et corrigée par les O.S.

LES O.S. de l'automobile ont-ils, deux mois durant, mené un combat d'arrière-garde ? Faisant fi de toute stratégie politicienne, ils ont en tout cas démontré que rien d'essentiel n'avait été modifié depuis le 10 mai.

La crise dans l'automobile s'est amplifiée depuis deux ans. Ici, pour lutter contre la concurrence internationale, le patronat a multiplié les investissements, notamment chez Renault. Ce qui s'est surtout traduit par une extension de la robotisation.

Or, ces nouvelles techniques ne diminuent pas, dans ce secteur, de façon très notable, le recours aux O.S. Ainsi, à Douai, dans l'usine la plus robotisée du groupe Renault, 50 % des 8 000 salariés sont toujours sous-qualifiés. Par contre, l'automation transforme la nature du travail : l'attention doit être plus grande, les cadences plus intensives. Et face au déploiement de ce matériel informatique super-sophistiqué, l'archaïsme des conditions de travail et le poids de l'encadrement qui pèsent sur les O.S., n'en deviennent que plus flagrants et plus intolérables. Si certains avaient mis quelques espoirs sur les "avancées" des lois Auroux, sur le terrain, ils ont dû déchanter. Les "droits nouveaux", s'ils donnent aux sections syndicales dans les grandes entreprises un poids plus grand, favorisent par là leur "bureaucratisation", n'améliorent en rien les conditions de travail.

A tout cela, il faut ajouter, pour la plupart des O.S. de la métallurgie, leur statut d'immigrés. Beaucoup, aujourd'hui, vivent en France depuis plus de dix ans, et l'espoir d'un retour définitif chez eux s'estompe, alors que la discrimination dont ils sont victimes dans leur vie et dans leur travail paraît immuable.

"ENFERMÉ A VIE DANS LA GRILLE"

On est O.S. à vie, cela est bien connu. Dans l'automobile, la grille des salaires a subi peu de modifications depuis sa création à la Libération. A ce moment-là, son but inavoué était à la fois d'empêcher l'évolution des qualifications et de mettre à la disposition du patronat une main-d'œuvre étroitement contrôlée, dont les revendications ne pouvaient être que sectorielles. Ce dispositif a bien fonctionné, dans ses objectifs, jusqu'aux années 80. A cette date débutèrent les luttes pour tenter de mettre fin à l'imbroglio des classifications qui permettaient de payer différemment deux ouvriers au même poste, au même coefficient. Logiquement, dans leurs revendications, chez Renault, les O.S. mirent en avant la suppression de la grille qui les isolait les uns des autres. En 82, ils parvinrent à un compromis nettement moins intéressant : le système des classifications n'étant remis en cause ni bien sûr par le patronat, ni par les syndicats. L'accord fixait, dans le cadre de la grille, l'évolution professionnelle en fonction de l'ancienneté et de l'acquisition d'une polyvalence. Dans un secteur où absentéisme pour maladie et congés sans solde pour retourner au pays sont monnaie courante, l'avancement ne pouvait donc se faire que de façon très lente. Quant à la polyvalence, elle restait tributaire du bon vouloir d'un patronat chargé de mettre en place la formation. Au bout du compte, beaucoup d'O.S. attendent encore de bénéficier de l'avancement prévu par l'accord de 82. Quant aux quelques-uns qui en bénéficiaient, leur situation n'en était pas pour autant transformée en profondeur. En effet, depuis 1971, pour éviter tout dérapage, on ne peut quitter le cadre des O.S. que pour entrer dans celui de P.A., les "super O.S." qui constituent une catégorie tampon, sorte de butée qui met fin à toute progression.

Au total, le changement réel s'était cantonné à changer d'appellation : être nommés à vie "agents de fabrication". Belle promotion ! C'est dans ce contexte que s'inscrivent les grèves de ce début de l'année 1983.

"ON SE BAT POUR NOTRE DIGNITÉ"

Dès la fin 82 à Renault (Flins, Billancourt, Chausson), puis à Citroën (Levallois, Nanterre, Aulnay) s'installe la grève. Au départ, même tactique et revendications analogues. D'abord un secteur se met en grève (les pistoléteurs à Flins) puis, lorsque les négociations commencent, une autre catégorie se met en mouvement, reprenant les mêmes mots d'ordre.

Dans tous les cas, il s'agit d'abord d'une remise en cause des classifications par le passage d'un coefficient un autre, puis de la réclamation d'une prime uniforme (300 F à Flins).

A cela s'ajoute, dans le cas de Citroën où la CFT continue à sévir, la volonté exprimée par les O.S. de bénéficier des lois Auroux, notamment en ce qui concerne le droit à la promotion et la liberté d'expression.

Dans tous les ateliers touchés par la grève réapparaissent les délégués de lutte, expression directe des ouvriers et lien entre la base et les syndicats. Dans toutes les entreprises, le syndicat majoritaire a su, notamment par les récentes élections au CE ou par la syndicalisation, contrôler cette expression de la base. Mais le rôle de ces délégués est tel que dans la plupart des négociations (notamment chez Renault) ils siègeront à côté des syndicalistes alors que le patronat ne leur reconnaît aucune représentation en tant que tels.

Très rapidement, les directions ont réagi

classiquement : chômage technique ou lock-out. Mais le trait intéressant de la lutte est d'examiner le patronat de gauche en action. Et l'entrée en scène du pouvoir politique chez Renault se fit en renouant avec la pire des traditions.

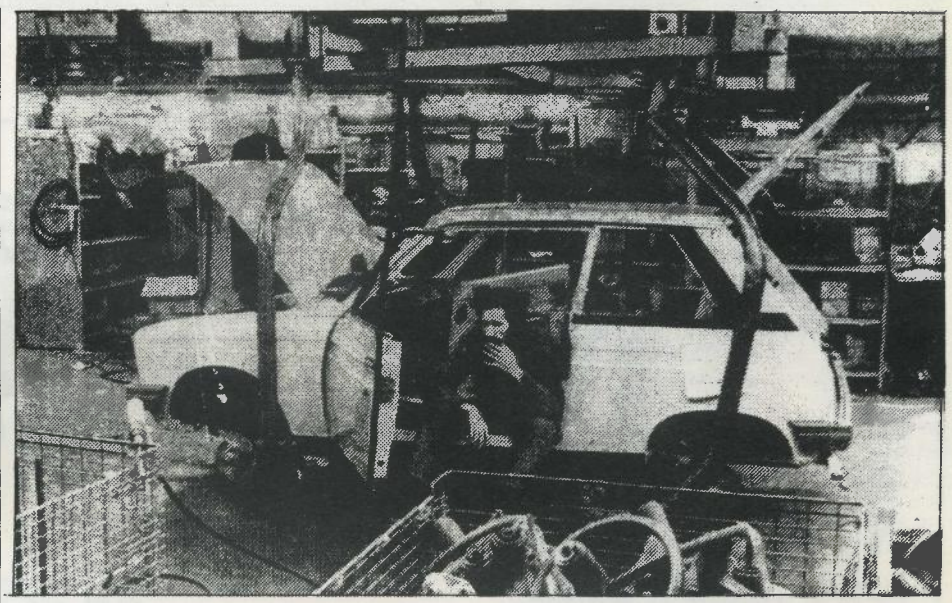
LES RÉACTIONS D'UN PATRONAT DE GAUCHE

Inquiété par un conflit qui risquait de s'étendre jusqu'aux municipales, Mauroy entra lui-même en scène, allant jusqu'à utiliser les thèmes racistes chers à la droite la plus bornée. Ainsi, on le vit déclarer : **« les immigrés... qui, il me faut bien le constater, sont agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises... ».** Le grand patron ayant ainsi déblayé le terrain, Auroux "petit père des droits nouveaux" lui emboîta le pas, sur le même ton et dans le même style. Le patronat de Citroën qui n'aurait pu aller aussi loin dans l'invective publique, en resta muet. En tout cas, fort de ce soutien de l'Etat, il pouvait négocier à l'aise.

Encore une fois, le principe des classifications eut la vie sauve. De plus, toutes les primes accordées étaient en-dessous des revendications (120 F au lieu de 300 à Levallois par exemple). Enfin, le chômage technique fut plus ou moins indemnisé et de façon différente selon les lieux.

Il ne faudrait cependant pas croire qu'on se trouve face à une défaite. Au contraire. D'ailleurs le patronat ne s'y trompe guère en déclarant par la bouche de l'un de ses membres :

« On est en train de faire sauter (à Renault) toute la politique salariale du gouvernement ». Voilà le fait important. En effet, dans le cadre de l'accord salarial 83, syndicats et patronat avaient fixé à 8 % la progression des salaires. Or, la grève des O.S. a fait sauter le verrou : le salaire des cadres supérieurs a augmenté de 8,3 %, celui des O.S. de 10,35 %. Décidément, la rigueur socialiste n'a pas été comprise par les O.S. De quoi faire réfléchir les syndicats.



Aulnay-la-grève...

LES LIMITES DES STRATÉGIES SYNDICALES

Pour la CGT, comme pour la CFDT, fortes de l'expérience des luttes de 82, il s'agissait dès le départ de coller au mouvement. Les délégués de lutte, intégrés dans l'appareil syndical, étaient le moyen de mener à la fois le conflit et de le canaliser. De plus, n'oublions pas que la concurrence entre les deux centrales, notamment pour les élections aux CE, se jouait à froid à ce moment-là.

La CGT Citroën s'est placée dans le droit fil de sa confération. Laissant momentanément de côté son **"produisons français"** elle n'a fait aucune surenchère et, lors des négociations a mis en veilleuse, au profit des primes, le problème du reclassement dans la qualification supérieure. Il était clair qu'il ne fallait pas gêner le gouvernement à la veille des municipales. Par contre, la CFDT-Renault, majoritaire depuis peu au CE, est apparue plus à gauche que sa confédération, puisqu'il n'a jamais été question pour elle d'entrer dans l'idéologie de la rigueur.

Mais, ces positions vont se heurter à la détermination patronale. La direction de Renault entame une procédure de licenciement contre trois délégués CFDT dont le sort est au départ lié à celui de trois délégués CGT. Citroën, fort du soutien du ministre du travail qui a donné le feu vert pour l'exclusion des "auteurs des bagarres", prévoit de mettre à la porte douze militants CGT dont quatre délégués. C'est alors qu'un changement s'opère dans la stratégie syndicale, et que les ténors confédéraux prennent la place de la base. Certes, en paroles, on ne se désolidarise pas des travailleurs, mais en réalité on s'engage dans un marchandage assez cynique.

D'un côté, Maire accepte de fait les licenciements des cégétistes en déclarant donner **"son plein accord à la déclaration d'Auroux... (car) on ne peut admettrre la violence dans les relations sociales"** (sic), en même temps qu'il demande la levée des sanctions contre les cégétistes de Flins. La CGT, pour "résoudre" le problème, joue aussi sur le donnant-donnant mais, en perte de vitesse dans ce secteur, elle ne doit ni décevoir les travailleurs, ni faire de la surenchère face à un gouvernement dans lequel "ses" ministres n'occupent qu'un strapontin. C'est pourquoi elle multiplie les démarches judiciaires, connues pour leur lenteur, et épuise les ouvriers dans des meetings répétés. Enfin, Krasucki pourra ainsi faire accepter les licenciements déguisés en "mise en formation". Alors qu'il y a plus de deux millions de chômeurs, il a le toupet de déclarer : **« la question de savoir où seront embauchés les travailleurs sanctionnés est prématurée... A quoi bon créer des tensions ».** Ce qui est une façon de dédouaner la direction au cas où il n'y aurait pas réintégration.

Les conflits dans l'automobile ne sont pas pour autant ni finis, ni assimilables à une défaite. D'une part le problème des classifications demeure et peut remettre le feu aux poudres. D'autre part et surtout, les O.S. ont contribué à démontrer qu'il était possible de pratiquer une brèche dans le mur de l'austérité socialiste. Aux autres travailleurs de l'agrandir et de s'y engouffrer. Mais la leçon de ces luttes est claire : les travailleurs ne pourront gagner que s'ils déjouent les pièges d'un patronat arrogant et provocateur et s'ils rompent avec les méandres de stratégies syndicales liées au pouvoir. En un mot, ils ne le pourront qu'en renouant avec la démocratie directe (délégués de lutte) et la solidarité (face à la répression et aux licenciements).

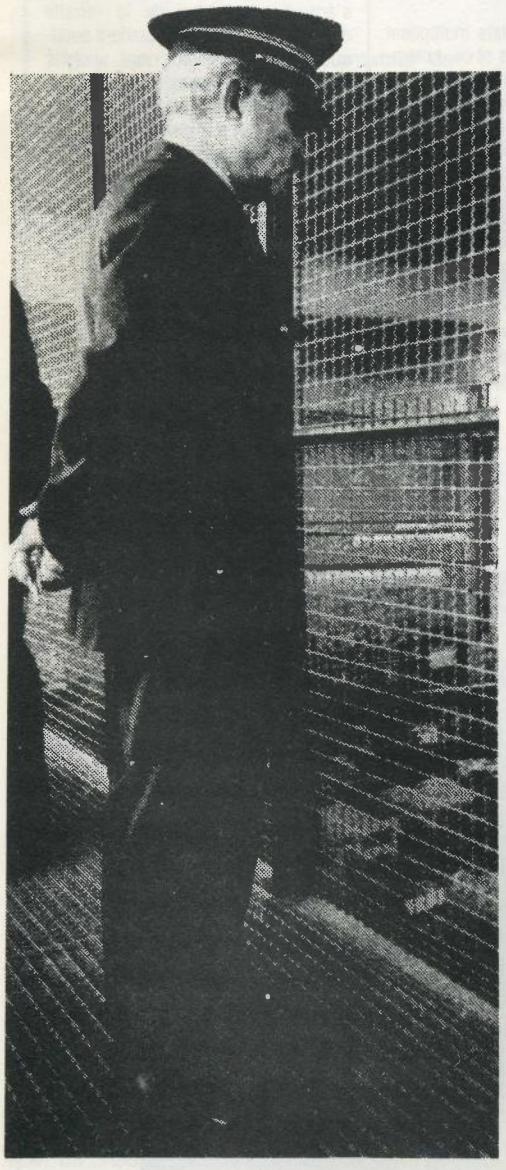
Violette MARCOS

Renouer avec la démocratie directe

... et si on luttait ?

LE SOULÈVEMENT DE LA VIE

La récente colère des détenus a surpris. Moins par son ampleur ou son soudain déclenchement que par sa calme détermination. Simple mouvement revendicatif ? Voire.



LA FIN DU TOUT CARCÉRAL ?

Sensibles au discours "sécuritaire" de Peyrefitte, les magistrats avaient, en six ans (1975-1981) fait passer la population pénale de 26000 détenus à plus de 41000. Littéralement entassés dans des bâtiments vétustes, délabrés sinon insalubres, nombre de détenus avaient, au soir du 10 mai 1981, salué par une clameur la victoire électorale de Mitterrand. Abolition de la peine de mort, suppression des QHS, les mesures concrètes tardaient à venir quand la générosité affichée dévoilait ses limites : seules 6237 personnes avaient retrouvé la liberté par le double effet de l'amnistie et de la grâce présidentielle.

A la différence de son prédécesseur qui voulait, en 1980, créer 10 000 nouvelles places dans les établissements pénitentiaires, l'ex-avocat Badinter était sans nul doute convaincu du caractère "éminemment criminogène" des prisons. Budget de rigueur aidant (chaque "nouvelle place" coûte la modique somme de 400 000 francs), la prison-"séminaire du crime" (dixit Badinter) avait vécu. C'était du moins l'intention proclamée du nouveau garde des Sceaux qui, le 21 octobre 1981, adressait à l'ensemble des procureurs une circulaire destinée à *"éviter une nouvelle inflation carcérale"*. Les instructions étaient claires, assurément libérales, ce qui fit alors dire au Comité d'Action des Prisonniers : *« Si l'on respecte la circulaire, le nombre des détenus tombera entre 5000 et 10000 au lieu de 35000 aujourd'hui. Mais Badinter n'invente rien. »*

Résistance des magistrats réticents à tout changement, persistance de l'idéologie "sécuritaire" — merci, Gaston De Fer —, corporatisme réactionnaire de la plupart des personnels pénitentiaires, le sort des détenus n'avait aucunement changé 18 mois après la fin du règne giscardien. Au 1er décembre, la population pénale était même de 35631 personnes dont 18656 prévenus en attente de leur procès. Jamais il n'y avait eu autant d'incarcérations dites provisoires et exceptionnelles (52,3 %). Jamais il n'y avait eu autant de suicides dans les prisons françaises : 54 pour la seule année 1982 !

HUMANISER L'INHUMAIN !

Impuissant à vider les prisons, le ministre était incapable d'empêcher la transformation de jeunes prolétaires en prisonniers : hommes jeunes essentiellement, petits délinquants le plus souvent, l'immense majorité des détenus provenait, comme par le passé, des milieux sociaux les plus exploités (88,6 % d'entre eux ont un niveau d'instruction au plus égal au certificat d'études primaires). La prison-repoussoir, la prison-sanction mais aussi la prison-symbole du maintien de l'ordre allait donc être aménagée à moindres frais.

Les modifications annoncées à grand bruit le 13 décembre ne changeaient rien d'essentiel. Le pouvoir exhorbitant de la hiérarchie pénitentiaire était préservé, le droit d'association nullement reconnu à ces travailleurs surexploités. La plupart des mesures annoncées étaient même déjà en application dans de nombreux établissements : un tout petit peu plus de social, de médical et d'éducatif, la réforme était vraiment d'une timidité extrême.

Pour limitées qu'elles fussent, la suppression de la tenue pénale, l'extinction retardée des lumières et, surtout, l'amélioration des conditions de visite, étaient essentielles pour des hommes contraints à la promiscuité et à la dépendance totale. L'espoir de parloirs enfin débarrassés d'hygiaphone et autres grillages, la soif de communiquer sans avoir besoin de hurler, l'envie irrépressible de pouvoir toucher ses proches, aussi fugitivement que ce soit, fut plus forte que tout. Ils en avaient assez d'attendre l'heure de la promenade, l'heure du repas, l'heure du courrier ; assez d'attendre, enfin, les réformes promises. Pacifique mais résolue, la colère des détenus fut la révolte d'individus qui en avaient assez, au fond, d'être des matricules une fois encore humiliés. Lieu de non-vie par excellence, les bastilles de l'ordre retentirent deux semaines durant d'une formidable envie de vivre.

L'agitation retombée et la "victoire" obtenue — le décret d'application publié, à toute vitesse, le 28 janvier, va plus loin que primitivement annoncé sur la généralisation des parloirs sans dispositif de séparation —, les problèmes restent entiers. Aucun des droits essentiels n'est encore reconnu à ces hommes placés à l'écart, mis entre parenthèses par souci d'exemplarité. Rien n'est réglé, plus de 100000 personnes sont, chaque année, privées de leur liberté, et l'on voit mal comment l'insupportable pourrait être très longtemps supporté.

Patrick Bertrand

EN MARGE

"NACER, C'EST MOI ! NACER, C'EST NOUS !"

Châtenay-Malabry. Cinq heures du matin. Lundi 14 février. Le brigadier Lapeyre est ivre mais en fonction. Même lieu et même heure : Nacer Mraïdi, 17 ans, roule sans casque sur sa mobylette. Direction son ghetto de la Butte Rouge. Il grille un feu, il est jeune, il est nord-africain. Il n'en faut guère plus. Le brigadier Lapeyre, fils de militaire mort en Indochine, l'ajuste et tire. La balle frappe Nacer à la tête. Une fois de plus. Comme à Nanterre, à Gonesse, comme un mois plus tard à Montreuil, les flics font la chasse au faciès. Pourquoi se gêneraient-ils ? Flics et racistes restent impunis. Souvenons-nous des "5 ans avec sursis" de l'autre brigadier Marchaudon. Pensons aux comportements et aux propos racistes de la FPIP, groupuscule syndical d'extrême-droite qui continue à exister sans être le moins du monde inquiété. Qui est donc réellement responsable ? Les socialistes qui se rengorgent de leur politique : *"nous avons fait plus pour les effectifs de police que pendant tout le septenat précédent"*. Ainsi la petite délinquance continue à faire les frais du discours majoritaire sur "l'insécurité".

La colère des 4 000 jeunes manifestants le 19 février, aux cris de *"Nacer, c'est moi ! Nacer, c'est nous !"* devra déboucher, pour être efficace, sur la mise en cause de l'idéologie et des pratiques policières socialistes.

USINOR TUE ENCORE

Décidément, il ne fait pas bon être travailleur à Usinor-Dunkerque. De 1963 à aujourd'hui, pas moins de 99 morts. Et depuis juin dernier, les accidents se multiplient. Le dernier en date, le 4 février 83, s'est encore soldé par un décès. Le Syndicat de Lutte des Travailleurs (SLT), très implanté dans l'usine dénonce par tracts et brochures les conditions de travail, la vétusté du matériel qui sont à la source de ces accidents. On s'en doute, cela est vu d'un très mauvais œil par la direction, d'autant que chaque fois, le SLT se porte partie civile. Le patronat essaie donc de marginaliser ce syndicat et surtout de se débarrasser de ses militants.

Le secrétaire de section, F. Flatischler a ainsi été licencié le 26 décembre dernier alors qu'il faisait grève à la suite d'un nouvel accident de travail. Depuis, Usinor, qui a porté plainte pour "violation de domicile" (sic) lui demande 1 000 F de dommages et intérêts. Le SLT tout entier s'est mobilisé sur ce cas et des comités de soutien se sont mis en place à Paris et à Lyon. Ils doivent d'autant plus recevoir notre appui qu'à Usinor-Dunkerque, le SLT ne peut compter sur aucune aide de la part de la CFDT dont la plupart des militants du SLT sont issus. Dans les grandes confédérations on n'aime pas beaucoup les petits syndicats démocratiques et combatifs.

OBJECTION : LA RÉSOLUTION DE STRASBOURG

Davantage tissu de mesures vexatoires et dissuasives que réelle reconnaissance du droit à l'objection, le statut juridique des objecteurs est, dans la plupart des pays d'Europe, si affligeant que la résolution adoptée, le 7 février, par le Parlement européen, se révèle à bien des égards encourageante. Voté à une très forte majorité, à la suite du rapport de Maria Antonietta MACCIOCCHI (élue député du Partito Radicale italien et depuis lors apparentée au groupe socialiste), le texte considère en effet l'objection comme un droit fondamental de l'individu : Affirmant **"le droit de refuser d'effectuer le service militaire armé et celui de se retirer de ce service pour des raisons de conscience"** (donc la possibilité d'obtenir le statut pendant le service militaire), les députés européens estiment que la durée du service de remplacement **"ne devrait pas excéder la durée du service militaire"** ; Enfin, ils considèrent que **"nul tribunal ou commission ne (pouvant) pénétrer la conscience d'un individu", "une déclaration individuelle motivée doit donc suffire, dans l'immense majorité des cas"**, à l'obtention du statut. Les législations européennes sont nettement moins avancées et la volonté proclamée d'harmoniser les dispositions législatives des dix Etats membres sur ces propositions a suscité la satisfaction des pacifistes.

Certes, cette résolution n'a pas force de loi et les Etats européens ne sont nullement tenus de s'aligner sur ces recommandations. Certes, la définition de l'objection est étriquée, le service civil et donc national ne sont pas plus remis en cause que le militarisme. Simone VEIL, qui a usé de son influence dans l'adoption du texte, ambitionne même qu'**"une telle réforme, qui permet à certains de trouver leur propre chemin, (...) réduisi(se) la portée des thèses pacifistes"**(sic). La volonté de récupération n'est, bien sûr, pas absente de ce vote de principe, en définitive plus d'ordre moral, humanitaire, que politique. Mais le Parlement européen n'est pas, que l'on sache, composé d'antimilitaristes opposés à la conscription...

A l'heure où les Etats multiplient les atteintes aux libertés et ce, notamment, en ce qui concerne l'objection (durée plus longue du service civil en RFA, situation lamentable des objecteurs en Grèce — socialiste —, retour des procès d'objecteurs insoumis et vote de la nouvelle loi sans cesse reporté en France), cette résolution n'en est que davantage utilisable comme référence tant auprès des tribunaux que des parlementaires de chacun des Etats. Ce n'est déjà pas si mal pour les objecteurs qui doivent, plus que jamais, éviter le double piège de la neutralisation et de la marginalisation.

KLAUS BARBIE

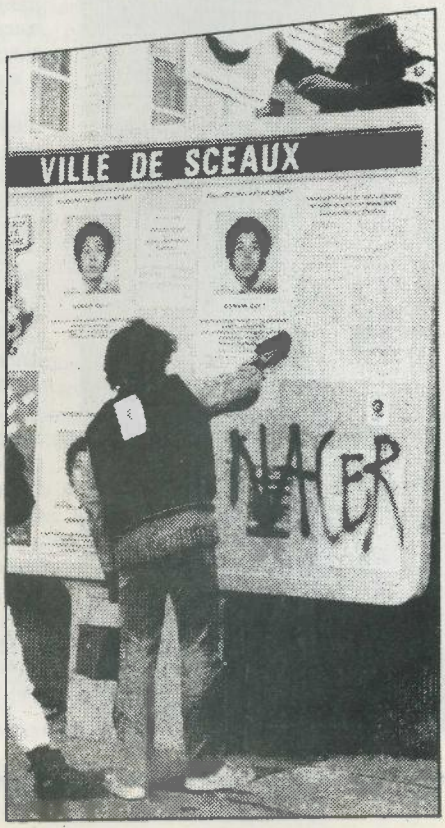
L'extradition de Klaus Barbie et le procès "historique" qui se prépare remettent à l'ordre du jour la question des crimes de guerre.

La présence en France d'un tortionnaire nazi agite beaucoup les esprits en ce moment. Peut-être est-ce l'heure de réouvrir des dossiers plus récents, et bien français, ceux de la torture en Algérie...

La vie tranquille de Klaus Barbie en Amérique Latine choquait beaucoup de nos contemporains. Qui s'émeut aujourd'hui de la retraite dorée, ou de la brillante carrière politique que connaissent nos anciens généraux tortionnaires d'Algérie ?

Quelle serait la réaction de l'opinion publique et du gouvernement français si l'Algérie demandait l'extradition des généraux Massu et Bigeard, ou de certains de leurs nombreux subordonnés qui, de près ou de loin, participèrent aux tortures de 1954 à 1962 ?

Peut-on établir des degrés dans l'horreur ? Attention ! Un tortionnaire peut en cacher beaucoup d'autres. (Groupe Antimilitariste des Mureaux, 14, chemin des Sarrazins , 78250 Meulun).



JEAN VIGO

Après tout, on tue aussi les oiseaux...

AU nom de Jean Vigo répond instantanément l'évocation de "Zéro de conduite". Son nom est aussi vaguement associé à un de ces inépuisables prix cinématographiques ou à une fédération de ciné-clubs... Et c'est à peu près tout !

Or, si on se penche sur son œuvre, on découvre avec joie un homme là où nous nous attendions à trouver un auteur. Attachés à cet homme, et le cherchant dans sa vie, quelle n'est pas notre surprise d'y rencontrer aussi un caractère...

Vigo, Jean. Bien que tout amateur de cinéma connaisse son nom, il est néanmoins un auteur méconnu. Parce qu'il est mort jeune, laissant derrière lui une œuvre très succincte (1). Parce qu'une sorte de conspiration a imposé le silence autour de cette œuvre, et cela même de son vivant. Parce que cette œuvre déroutante s'est déroulée sur seulement cinq ans, les historiens du cinéma ne lui accordent que quelques lignes rapides qui, sous couvert de sympathie, visent à l'enterrer sous l'étiquette d'"auteur maudit".

De Sadoul (*"Vigo mit dans Zéro de Conduite les souvenirs d'une enfance difficile, les rêves d'une enfance difficile, les rêves d'un enfant persécuté"* (2), à Bardèche et Brassillach (*"Dès la noce caricaturale et triste du début de l'Atalante, on retrouvait le même sombre accent, la bouffonerie tragique de ce garçon condamné dès sa naissance et qui aurait pu devenir le Rimbaud ou le Céline du cinéma français"* (3), une même idée revient sous la plume de nos écrivaillons commis à la critique cinématrographique : celui du péché originel de Jean Vigo.

MOI, TRAITRE, ET FILS DE TRAITRE

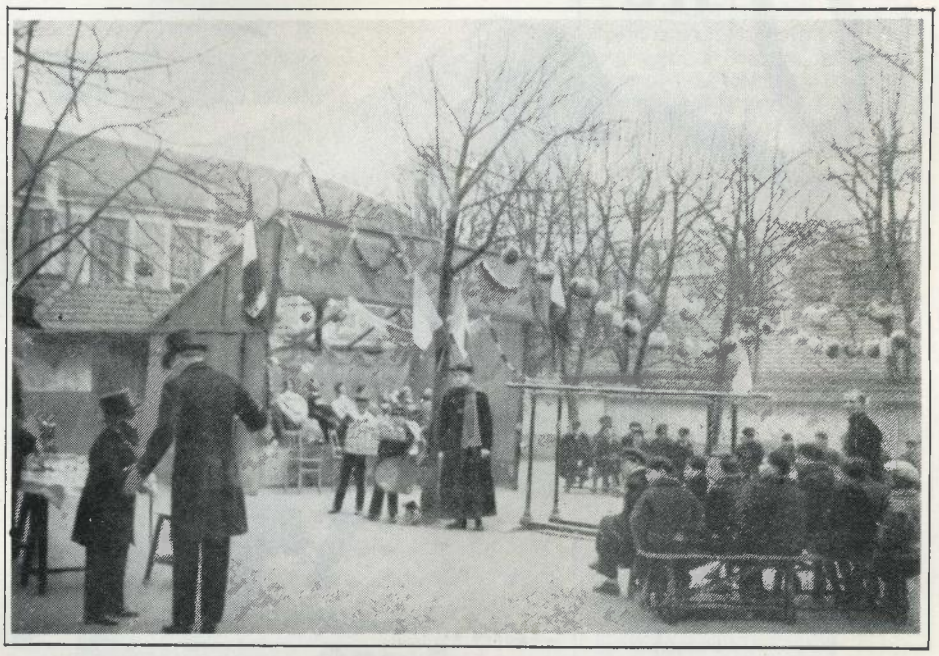
Jean Vigo, fils de Miguel Almereyda, rédacteur au *"Libertaire"*, et de sa compagne Emily, également militante, est né à Paris en 1905. Le petit Jean sera bientôt confronté aux orages s'abattant avec fureur sur la liberté d'expression. En effet, sa cour de récréation fut souvent la cour de la prison où son père séjourna à de nombreuses reprises.

En 1917, Almereyda, directeur du journal "Le Bonnet Rouge" faisant campagne pour le pacifisme, fût arrêté par ordre de Clémenceau et incarcéré à Fresnes oú quelques jours plus tard on le découvrit étrangé avec un lacet de chaussure. Il avait trente sept ans.

Le fils d'Almereyda, "le fils du traître" passera son enfance entre les collèges de Nîmes et Millau. Le souvenir de son père, convaincu qu'il était de son innoncence, et les années de pensionnat, vont forger une sensibilité meurtrie et une imagination débordante festonnée d'ironie, expressions d'une féroce rage de vivre.

Condamné dès sa naissance, disent Bardèche et Brasillach. Curieuse conception. Ce n'est pas sa condition qui façonne la grandeur d'un homme, mais la manière dont il vivra cette condition, dont il l'acceptera ou la refusera, dont il la dépassera.

Vigo avait, il est certain, un compte à régler avec sa jeunesse, avec ceux qui avaient fait cette jeunesse, avec l'être hypothétique qui aurait permis à ceux-là d'exister. Il était en conflit avec le monde, avec dieu et la société. Il était en conflit avec lui-même. Cette adaptation sociale, cette harmonisation au réel que sa famille, puis l'école, n'arrivèrent pas à lui inculquer, Vigo devait l'affronter lui-même : ou s'en passer ou mourir. C'est dans le cinéma qu'il se réalisera.



La Kermesse de "Zéro de conduite"

DES RÊVES ET DES IMAGES

Son imagination l'entraînait vers des jardins féériques, mais la souffrance et la misère n'y étaient pas soigneusement exclues. Ses films appartiennent d'un point de vue formel à l'avant-garde (le surréalisme et le dadaïsme sont passés par là). La distribution des prix de *"zéro de conduite"*, au cours de laquelle les autorités académiques, préfectorales et militaires, confondues avec les guignols de la kermesse, servent au même jeu de massacre et sont lapidées par les enfants rebelles qui s'échappent par les toits, rappelant l'enterrement d'*Entracte* (4) ou les associations visuelles *d'un Chien andalou,* (5) mais l'œuvre de Vigo nous révèle, si besoin était, que la révolte dadaïste fut une aventure périlleuse, sincère et parfois tragique.

Si le cinéma de Vigo est en quête de nouvelles images, il est également le vecteur d'une recherche existentielle. Sa révolte contre la société bourgeoise ne se fonde pas sur le déni permanent d'amour et de justice de celle-ci, comme chez Chaplin ; sur le monstrueux pouvoir de l'argent, comme chez Welles ou Stroheim ; sur le règne terrifiant et à la fois fascinant de la violence, comme chez Fritz Lang. Vigo s'en prend bel et bien à la société, mais sa colère est si grande, son refus si violent et si total, que le but se déplace.

Derrière le bourgeois, à travers lui, monstre ou pantin, il atteint l'homme. Il prend pied sur les servitudes et parfois les aberrations de la chair (sénilité, nanisme, maternité, obésité), qui ne sont pas des faits bourgeois, au moins dans leur principe, mais des faits humains, pour nous signifier son dégoût du monde où il vit. Ce n'est pas la société, mais la condition humaine que Vigo n'accepte pas.

AU-DELÀ DU MIROIR

Si *"A propos de Nice"* joue de l'opposition entre les oisifs de la promenade des Anglais et les quartiers pauvres du vieux Nice, s'inscrivant incontestablement dans le cinéma social (n'oublions pas que Vigo fut inscrit à l'Association des Ecrivains et des Artistes Révolutionnaires), sa révolte, de sociale, deviendra existentielle. Dans *"Zéro de conduite"* rien n'échappe à son terrible humour. Nul n'est épargné : ni les officiels, ni les marginaux (le pion), ni les adultes, ni les enfants.

L'écran ose montrer pour la première fois des enfants sans convention. Loin d'eux la pureté proverbiale. Ils vont s'avérer vicieux, tracassiers, troubles.

Un certain nombre de thèmes (tous ceux liés au corps) laissent entrevoir le drame fondamental de Vigo : son refus de la chair. Comme Swift terminant son poème sur la belle Cœlia par "Oui, mais Cœlia, Cœlia, Cœlia, chie" ; comme Jouhandeau pour qui l'impureté de ce monde accuse Dieu ; comme le Sisyphe de Camus, Jean Vigo s'en prend à la condition charnelle.

Cette révolte existentielle, cette énergie iconoclaste, conduiront à l'interdiction du film dès sa sortie en août 1933. Les "Pères de Famille organisés", à l'origine d'une énorme campagne de protestations, auront gain de cause. La commission de censure ne daigna même pas le voir. Il fut qualifié d'"antifrançais" et d'autres appellations qui pourraient nous étonner aujourd'hui. Sa condition de "fils de traître" n'est pas étrangère à cette déconvenue. En effet, que pouvait bien signifier le fils d'un anarchiste dans cette révolte lycéenne, sinon une apologie de la révolution sociale ?

DU FILM COMME FARCE

Mais si ces aspects de son œuvre dénotent un ton pessimiste, sans illusion, quoique serein, Vigo s'efforcera, sa vie durant, de chanter les maigres bonheurs et les éphémères beautés de la vie ; plus encore, il ne cessera de les défendre.

Dans *l'Atalante,* sa dernière œuvre, il ne ricane plus, il sourit. S'il reste encore des marionnettes dans son film (voir le mariage, le voleur, les passants, les chômeurs qui piétinent sous la neige, etc.), cette mécanisation des personnages est limitée aux scènes terrestres, donc sociales. Elle n'a pas de place à l'intérieur de la péniche qui constitue un microcosme de pureté, de bonheur, de fraternité. Dans la péniche chacun travaille pour tous et tous pour chacun.

Le mécanisme du rire bergsonien est ainsi confirmé, mais en en retournant exactement le sens. Ce n'est plus l'inadaptation, la mécanisation individuelle qui se découpe sur l'harmonie sociale, collective, entraînant la sanction du rire ; c'est la mécanisation sociale, collective, qui se découvre ridicule et qui est mise en cause par le rire de l'individu libre.

De conformiste, le rire devient révolutionnaire par le truchement d'une mise en scène subtile et attentive. Charlot obtiendra, d'ailleurs, le même résultat par de tout autres moyens.

Peut-on dire pour autant que Vigo, après une période d'activités iconoclastes enthousiaste, s'est rapproché d'une conception sociale du cinéma ? Qu'après son pessimisme existentiel, il s'est mis à œuvrer pour l'avènement d'un monde nouveau ?

Rien n'est moins sûr. Amateur de paradoxe, il fera un ultime pied-de-nez en mourant en même temps qu'il esquisse, dans son œuvre, une lueur de vie.

Jean Vigo meurt en effet le 5 octobre 1934, l'année même de la sortie de *l'Atalante,* à l'âge de 29 ans. Victime des privations et du surmenage, il sera emporté par la septicémie. Quand les censeurs s'acharnent, il faut travailler pour deux : pour soi, contre eux. Les censeurs sont patients. Ils savent ce qu'il faut faire pour qu'à la longue et même très vite s'éteignent les sourires des poètes.

Mais l'œuvre de Jean Vigo, avec sa sensibilité poétique nuancée d'ironie, son amour des contrastes et son dégoût des conformismes sociaux, a survécu aux censeurs de tous poils. Bien malgré eux.

Xavier VADILLO-AURTENETXE

(1) — *"A propos de Nice"* (1929) et *"Taris"* ou *La Natation* (1931), Ce dernier était une commande pour le "Journal vivant" dirigé par Morskoi. *"Zéro de conduite"* (1933) et *"L'Atalande"* (1934).
Nombreux seront les projets qui ne verront jamais le jour : "Adieu Cayenne" retraçant la vie d'Eugène Dieudonné ; "Contrebandiers" en collaboration avec Cendrars ; "Si on pariait" de Supervielle ; "La boîte à surprise" de Paul Gilson, etc.

(2) — G. Sadoul : "Histoire d'un art : le cinéma, des origines à nos jours". Paris, Flammarion, 1949.

(3) — R. Brasillach et M. Bardèche : "Histoire du cinéma". Paris, Denoël et Steele.

(4) — Film de René Clair

(5) — Film de Luis Bunuel et Salvador Dali.

KIOSQUE

LOÏCA-LA-RÉVOLTE

On retrouve dans le deuxième roman de Dorothée Letessier cette plume nerveuse, rageuse contre l'injustice, assoiffée de vie, qui nous avait séduit dans ''Voyage à Paimpol''. Ici, c'est Loïca-la-révolte dans la grève, dans sa famille-misère se désagrégeant au quotidien, avec son fils Vonig si proche et si lointain, avec cet Emile qui l'aime et ne cesse pourtant de jouer ''à l'homme'', avec Pépé Gène l'anar. La révolte prise dans sa gangue, la vie et les contradictions des prolos syndiqués, ballotés par l'exploitation, soumis aux mille coups d'aiguille de la haine, du mépris et de l'indifférence. La tendresse, quand même... Où est partie Loïca maintenant ? Le bonheur-camarade était là, pourtant, tout près, à portée de la main... *''Dans cette histoire tout le monde est sincère. Chacun dans son coin. On a tous de bonnes raisons. Les vrais responsables sont ailleurs, à la Bourse ou dans des bureaux avec trois téléphones. Il ne nous reste de pouvoir que le plus compliqué à gérer, celui de se révolter''.*

Dorothée LETESSIER, ''Loïca'', Ed. du Seuil, 55 F.

LES SQUATTS

25 000 squatters à Londres, 70 000 occupations illégales en Italie, 150 immeubles squattés à Berlin, 10 000 krakers à Amsterdam. Face à l'Europe de la spéculation et de la crise du logement, l'Europe des squatts s'organise.

Le premier squatter français s'appelle Georges Cochon. EN avril 1913, il envahit l'Hôtel de Ville de Paris avec plusieurs milliers de sans-logis et prend d'assaut l'Eglise de la Madeleine. En juin 1913, il occupe la caserne du Château d'Eau. En juillet enfin, il installe plusieurs familles dans l'hôtel particulier du comte et de la comtesse de la Rochefoucault, partis en vacances.

Depuis Cochon, ça s'est pas arrangé question logement et les occupations de maisons vides se développent à Paris, Montpellier, Marseille... Dans le 19e arrondissement de Paris, les ''occupants rénovateurs'' animent le quartier et y développement de multiples activités culturelles et sociales.

Dans ce dossier n° 3, d'Avis de Recherche, on trouve aussi un petit manuel pratique du squatter. Ce qu'il faut savoir. Ce qu'il faut éviter. Comment se battre et résister aux expulsions. Un dossier bien fait et vraiment décapant.

(Avis de Recherche, Les Squatts 10 F - B.P. n° 53 - 75861 Paris, Cedex 18)

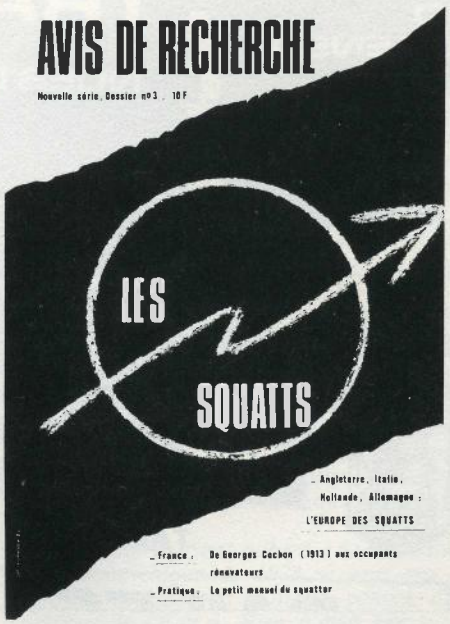
MIEUX VAUT TARD QUE JAMAIS

De formation libertaire, petit fils de communard, fils de syndicaliste, Roger Codou, ouvrier modeleur, milite à la CGTU, puis au Parti Communiste. Objecteur de conscience, il est interné dans un asile psychiatrique. Libéré, il devient secrétaire de mairie à Saint-Tropez, où il dénonce un scandale financier. Victime d'un accident, on en fait un morphinomane afin de le briser. Marqué physiquement par cette épreuve, il rejoint, dans un esprit suicidaire, les Brigades Internationales qui luttent aux côtés des anti-fascistes espagnols. Puis c'est la guerre en France : arrêté sans résistance, car *''le Pacte germano-soviétique c'est la paix''*, Roger Codou est interné en Afrique du Nord. A la Libération, il devient responsable des faux papiers pour le P.C. Il traîne quelque temps dans les ministères communistes de l'après-guerre, mais il n'est pas doué pour les petites et les grosses magouilles, il les dénonce même, ce qui entraîne son exclusion du Parti durant quelques jours. Il monte ensuite, en pleine guerre froide, une entreprise d'import-export avec les pays de l'Est, afin d'aider ses camarades de l'autre côté du Rideau de fer. De plus en plus écœuré par les agissements de gros bonnets du Parti, il le quitte à la suite des événements de Budapest en 1956.

L'histoire ou, plutôt, le roman de sa vie, ce cabochard sait la raconter avec simplicité et émotion. La fidélité à ses amis qui ont lutté et qui, souvent, l'ont payé de leur vie, ainsi que son intégrité ne peuvent que nous le rendre sympathique. Mais je ne peux m'empêcher de penser que trente ans c'est quand même un peu long pour se rendre compte que le Parti Communiste n'est pas le ''parti de la liberté''. Enfin... avis aux autres : mieux vaut tard que jamais !

C.A.

Roger Coudou, ''Le Cabochard'', Maspéro.



''PRINTEMPS''

Près de quatre ans après la sortie en français de ''Famille'', voici ''Printemps'', deuxième volet de la trilogie de PA KIN : ''Torrent''.

Les cinq premiers livres avaient eu à chaque fois un éditeur différent. Ici, il s'agit à nouveau de Flammarion, comme pour ''Printemps''. EIBEL est entretemps passé du poste de co-éditeur à celui de simple directeur de collection. Il n'en continue pas moins à présenter les choses à sa façon : il se contente de présenter PA KIN comme un romancier qui, *''mis au ban de la société pendant la révolution culturelle (...) est toujours resté fidèle à ses convictions''.* Lesquelles ? Le lecteur non averti pourra continuer longtemps à se poser la question... (Vous avez dit anarchiste ? Ah...). Le mot est pourtant prononcé lors de la présentation, mais dans quel contexte ! *''1920 en Chine. L'anarchie règne.''* Sans commentaires.

Mais venons-en au thème du livre proprement dit. L'action se passe effectivement en 1920, elle est la suite logique de ''Famille''. La Chine est prise dans le tourbillon révolutionnaire mais, derrière les hauts murs qui abritent les grandes familles — dont l'oisiveté est entretenue par les revenus de leurs rentes foncières —, la vie continue à se dérouler avec des rites immuables, d'une pesanteur telle que rien ne semble devoir jamais changer.

Et pourtant... dans ''Famille'', c'est ''Eveil de l'Intelligence'', Gao Juehui, petit-fils n° 3, qui a franchi le pas en s'enfuyant à Shanghai, ville-phare des révolutionnaires chinois, pour mettre ses actes en accord avec ses idées. ''Printemps'' va voir ''Pure floraison'', Shuying, petite fille n° 2 et cousine du précédent, suivre le même chemin. Mais, avant d'arriver, elle aussi, à Shanghai, elle devra affronter mille tourments. D'ailleurs, si elle réussit finalement à échapper au mariage arrangé à l'avance par ses parents, ce n'est que grâce à la complicité du frère d'''Eveil de l'Intelligence'', ''Eveil du peuple'', Juemin, petit-fils n° 2, et de la fiancée de ce dernier, Quin, et après avoir assisté à l'agonie puis à la mort de son autre cousine, Hui, victime elle aussi de la coutume du ''mariage arrangé''.

La leçon est claire : le seul salut pour les jeunes, c'est la révolution, et il faut pour cela au préalable se débarrasser du carcan mortel que constitue la famille en tant que gardienne des ''valeurs anciennes'' et donc de l'ordre établi.

PA KIN va crescendo : d'abord l'émancipation du jeune homme avec ''Famille'', puis celle de la jeune femme avec ''Printemps''. Espérons que les lecteurs français n'auront pas encore à attendre quatre ans pour connaître la teneur du troisième volet de ''Torrent'' !

J.-J. C.

PA KIN, ''Printemps'', Ed. Flammarion.

ESPAGNE

L'ANARCHO-SYNDICALISME A LA CROISEE DES CHEMINS

Bien sûr la victoire du PSOE en octobre dernier ne signifie pas que l'Espagne a, de nouveau, basculé du côté des "rouges" après 36 ans de franquisme et 7 années de transition surveillée. Mais comment en est-on arrivé à un parti socialiste garant du consensus démocratique ? Comment les syndicats majoritaires ont-ils pu imposer le pacte social ? Les réponses à ces questions permettront, sans doute, de redonner au VI[e] congrès de la CNT-AIT son importance et d'en marquer les enjeux.

DOSSIER REALISE PAR MIGUEL LINARES

CONSENSUS

UN SOCIALISME DÉCAFÉINÉ

Depuis la mort de Franco, socialistes et communistes ont tout fait pour avoir une place dans la transition démocratique. Pour le PSOE, l'heure de gloire est arrivée : le voilà enfin au pouvoir après 43 ans d'attente. Mais au prix de quelles concessions et pour quelle politique ?

Tant d'arrivisme pour arriver à si peu

Au départ, les choses semblaient simples : la guerre civile terminée, les deux principaux partis politiques de l'exil passaient le plus clair de leur temps à prévoir la date du retour, à participer au fantomatique "gouvernement en exil de la république espagnole" et à rédiger leurs programmes. Refusant d'analyser 36/39 en termes de lutte des classes, il paraît que ce dont l'Espagne avait besoin c'était d'une révolution bourgeoise : en finir avec l'oligarchie, moderniser l'administration, industrialiser le pays, purger l'appareil répressif et restaurer la république. Mais où donc avait bien pu passer la tendance progressiste de la bourgeoisie ? On mit du temps à la trouver...

Avec le boom industriel des années 60, l'appareil dictatorial allait finir par se révéler une véritable camisole de force que la fraction de la bourgeoisie la plus liée au capital multinational devait faire sauter. Le PCE d'abord, le PSOE ensuite nous servirent alors leur nouveau discours : la voilà, (enfin !) la "droite civilisée" (sic) avec laquelle réaliser la "réconciliation nationale" tant encensée.

On révisa donc le programme à la baisse et plus la fin du dictateur approchait, moins l'opposition s'opposait. Exit la république : vive la monarchie constitutionnelle ! De la "rupture démocratique" on passa à la "rupture pactisée", puis la "rupture négociée" pour en venir au "changement sans rupture". Tout était près pour aller de l'avant.

LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Les mois qui allaient précéder la légalisation des partis et syndicats (mai 77) et les élections générales (juin 77) donnèrent lieu à de curieux marchandages. Il s'agissait de bien encadrer et contrôler les mouvements sociaux, alors à leur apogée, et de prolonger la paix sociale. Donnant, donnant : la légalisation et la place sur l'échiquier parlementaire signifiait à la gauche un cadre et un rôle des plus précis. Le marché fut donc conclu et, pour ne pas gêner les futurs syndicats majoritaires à l'époque non encore aptes à bâillonner le mouvement ouvrier, le "Pacte de la Moncloa" fut signé entre gouvernement, socialistes et communistes. Ces derniers s'engageaient à le faire respecter, en sous main, par leurs respectives courroies de transmission syndicales.

Les pourparlers ne cessèrent plus, les compromissions non plus. Les partis qui allaient accepter la Constitution (et pour le PSOE l'engagement alla jusqu'à participer à sa rédaction) reçurent, en règlement de leur bons et loyaux services, des subventions tirées du budget de l'Etat et des crédits importants tant pour la constitution de leur patrimoine immobilier que pour leur fonctionnement. La pluralité des partis doit être comprise comme celle des partis du consensus, se garantissant mutuellement le changement démocratique dans la continuité.

On assistait à une coupure entre la lutte des partis politiques parlementaires et le mouvement social. De même, les partis du consensus marginalisaient les minorités parlementaires qui, malgré tous les gardes-fous, s'étaient glissés dans le jeu. L'identité de vues fut telle que les deux principaux partis constituants — UCD et PSOE — avaient fort à faire pour présenter des programmes politiques un tant soit peu différents. Comme l'écrivait fort justement Joan E. Garcès (1) :

« *les partis ayant adhéré à la Constitution monarchique de 1978 se sont mis à fonctionner, dans la pratique, comme des organes de l'Etat* ». Rien n'était fait sans que, à un niveau ou à un autre, la gauche parlementaire ne trempe dans l'affaire. Même en février 81, lorsque le putsch manqué de Tejero révéla l'existence d'un autre préparatif de "putsch libéral", la compromission du PSOE éclata : deux de ses représentants avaient participé aux discussions en vue de ce second coup d'Etat ! (2). L'homme-clé de ce putsch "libéral", le général Armada, envisageait même de confier des portefeuilles à certains socialistes...

Un tel alignement n'allait certes pas sans poser de problèmes internes au PSOE et au PCE. Pour le Parti Socialiste cela passa par l'expulsion ou la marginalisation de ces secteurs de gauche et l'abandon du "marxisme" figurant à l'époque dans ses statuts. Pour le PCE, l'euro-communisme passait par l'abandon du "léninisme" d'où l'éclatement postérieur, en 81/82 en plusieurs secteurs.

Quant au parti gouvernemental, les tensions étaient si fortes entre les courants démocrates-chrétiens, social-démocrates et les "azules" (franquistes modernistes) qu'il n'a cessé de se délabrer jusqu'à son éclatement complet. Dès lors, la seule alternative de rechange susceptible de ne pas trop effrayer ce que l'on appelle pudiquement en Espagne les "pouvoirs de fait" (Eglise,

Quelle "réconciliation nationale" ?

Armée, Banque) ne pouvait être que le PSOE.

UNE VICTOIRE EMBARRASSANTE

Les élections du 28 octobre dernier qui ont porté le PSOE au pouvoir, balayant aussi bien l'UCD que le PCE, se sont réalisées sur fond de rumeurs persistantes de putsch militaire... Réel ou fictif ? Quoiqu'il en soit, l'argument si souvent entendu sera utilisé, encore et toujours, par la gauche pour appeler à l'unité nationale, éviter tout débordement et justifier sa modération. On voudrait nous faire oublier que ce sont les démissions de cette même gauche qui ont conduit à la présente situation. Et que penser d'un Felipe Gonzalez qui, au lendemain de son élection, allait rendre visite à la caserne de la Division Blindée "Brunete", ce fief des putschistes ? Il alla jusqu'à déposer une gerbe au pied du monument dressé dans l'enceinte même de la caserne, à la mémoire des soldats tombés durant la guerre civile... du côté franquiste ! Serait-ce là une illustration de sa politique de "réconciliation nationale" ?

Les socialistes vont donc devoir affronter la dure situation espagnole : 2,6 millions de chômeurs en décembre 82, soit 16 % de la population active : une inflation de 30 % de 77 à 82 ; un imposant déficit budgétaire. Son programme électoral, qui ne diffère finalement que peu de celui de l'UCD (et pour cause) repose essentiellement sur un projet global de modernisation de l'Etat et de renforcement du système "démocratique" (lisez consensus). Les premières mesures prises par ce nouveau gouvernement ne peuvent être plus claires : dévaluation de 8 % de la peseta, hausse du prix de l'essence (et donc de l'électricité, des transports), relèvement des impôts indirects.

La réforme de l'administration commence par les "incompatibilités". Il s'agit d'interdire le cumul d'emploi si répandu en Espagne depuis le franquisme. Une exception à la règle : les ministres pourront toutefois rester députés...

La réforme de l'armée afin de la professionnaliser, en réduire les effectifs et diminuer le pléthorique nombre de généraux. Mais aussi une réorganisation et un déplacement des principales unités pour l'heure concentrées autour des grandes villes. Les socialistes obtiendraient-il cela même que l'UCD n'a pu réaliser alors que, contrairement aux centristes, le PSOE est toujours perçu par une majorité de militaires comme le parti des vaincus, le parti des "rouges" ? On ne peut sérieusement le croire !

Les autonomies régionales restent un autre point épineux. Le nouveau gouvernement souhaiterait pouvoir être plus chanceux que son prédécesseur dans l'imposition de la loi d'harmonisation du processus autonomiste (LOAPA), décidée au lendemain du putsch de Tejero pour satisfaire la grande muette.

La question du chômage reste, pour l'heure, sans réponse. Certes, le programme électoral prévoyait la création de 800 000 emplois en 4 ans, et le gouvernement maintient ce chiffre comme prévision et, pour les autres, la manne s'est fermée. Le ministre de l'économie déclarait récemment : « *pour affronter la crise économique et la dépasser, il n'y a pas d'autres voies que la négociation et l'accord. C'est-à-dire la solidarité entre les différents secteurs de la société* ». C'est sans nul doute pour illustrer ces dires qu'il a été décidé de baisser la part de cotisation patronale à la Sécurité Sociale tout en relevant celle des travailleurs...

Le PSOE ne devrait pas tant s'inquiéter d'avoir perdu un Centre pouvant lui servir de tampon avec la droite conservatrice et très musclée de l'Alliance Populaire. A chercher désespérément le parti centriste, les socialistes ont l'air de ne pas saisir la réalité politique de l'Espagne d'aujourd'hui. Car, enfin, le Centre, c'est le PSOE lui-même !

(1) in *"Le Monde Diplomatique"* d'octobre 82.
(2) Voir Agora n° 10.

CULTURE

PAROLES EN LIBERTÉ

Parallèlement à son VI[e] Congrès (voir plus loin), la CNT-AIT organisait à Barcelone, à la mi-janvier, une semaine culturelle libertaire d'une grande richesse : conférences et débats, films et documentaires, exposition et spectacles.

Les conférences qui ont quotidiennement réuni de 300 à 1 000 personnes portaient sur des sujets aussi divers que : mouvements marginaux ; prisons, enseignement, mouvement ouvrier UGT-CNT ; femmes et luttes sociales ; nationalisme ; auteurs et scène ; répression en Amérique Latine ; anarchisme aux Etats-Unis. Parmi les intervenants des noms bien connus : Daniel Cohn-Bendit, l'écrivain et essayiste Fernando Savater ; l'écrivain et linguiste Agustin Garcia Calvo ; le linguiste et collaborateur de Chomsky, Carlos Peregrin Otero... Deux représentants de l'Institut Anarchos de Montréal : Dimitri Roussopoulos et Yolande Cohen. Venus de Paris : le chercheur du CNRS, Lopez Campillo ; le prof et écrivain René Loureau ; le psychanaliste Eduardo Colombo, ainsi que Cornélius Castoriadis qui, surpris par le nombre des assistants, déclarait qu'*« il n'y a qu'à Barcelone et à Milan que l'on peut encore réunir autant de gens pour des débats politiques »*.

Le débat sur l'anarchisme aux USA fut introduit par la projection de deux films réalisés par le Collectif "Pacific Street Films" de New-York dont un sur le mouvement libertaire de langue yiddish.

Simultanément, et en collaboration avec la Cinémathèque de Catalogne, il y eut quatre séances de films et documentaires sur la guerre et la révolution de 36-39, présentant ainsi une infime partie des 200 films recensés entre ceux que possède l'exil, ceux entreprosés à Amsterdam et ceux stockés par la cinémathèque Nationale de Madrid. Pour présenter ces documents, un vieux militant du syndicat des spectacles de la CNT qui contribua à la réalisation de nombre d'entre eux.

Toujours côté cinéma, ont été projetés *"Le bref été de l'Anarchie"* autour du personnage de Durruti et Osvald Bayer a présenté *"Patagonia rebelde"* sur la grève d'exilés européens et chiliens en Argentine au début de ce siècle (film saisi par la junte après le putsch de 74 dont seule une version en allemand a pu être sauvée).

Deux représentations théâtrales, dont *"Mort accidentelle d'un anarchiste"* de Dario Fo sur l'assassinat de Giuseppe Pinelli en 69 à Milan, ainsi qu'une prestation du berger chanteur de flamenco "El Cabrero" qui venait de purger de longues semaines de prison à la suite d'une plainte déposée par un archevêque à cause d'un juron poussé un soir de représentation...

Enfin, une vaste exposition montée grâce à du matériel provenant de l'Institut d'Amsterdam, des archives sur la guerre de Salamanque, de l'Ateneu Enciclopédic Popular et l'Institut Municipal d'Historia de Barcelona ainsi que les propres archives de la CNT. L'expo, outre d'abondantes affiches et photos, présentait publications et documents sur : création de la CNT, 1910/1936, la guerre et la révolution, l'exil et la clandestinité, la reconstruction post-franquiste.

En somme, une semaine d'une grande tenue et de qualité, mais de l'avis même de nombreux participants, d'une telle densité que l'on ne cessait de courir d'un local à l'autre pour tenter d'en suivre le maximum.

CARREFOUR CONTRE LA CNT

Une épreuve de force est engagée au supermarché Carrefour de Prat de Llobregat, près de Barcelone. Pour mieux faire passer le plan de restructuration et museler la section syndicale de la CNT, le directeur du centre, Patrick Meni a licencié trois militants sous des prétextes aussi grotesques que : a emporté sa blouse de travail chez lui en 79 ou encore entreposait des tracts (syndicaux) dans son casier-vestiaire. Il ajoutait même, pour être plus clair encore : « Je me débarasserai de la CNT et, s'il le faut, aussi de ses sympathisants et amis ».

Dès l'annonce des licenciements, une grève sur le tas a démarré. Aux assemblées générales des travailleurs, la direction a répondu par des AG où, à grands renforts de cadres et agents de maîtrise, elle tentait de faire annuler les décisions...

Début janvier, on en était là : grèves, manifestations, appels au boycott de Carrefour, affrontements avec la police sur le parking du supermarché. En mars, l'entreprise a même fait l'acquisition de chiens pour, disait-elle, assurer la surveillance nocturne de l'établissement.

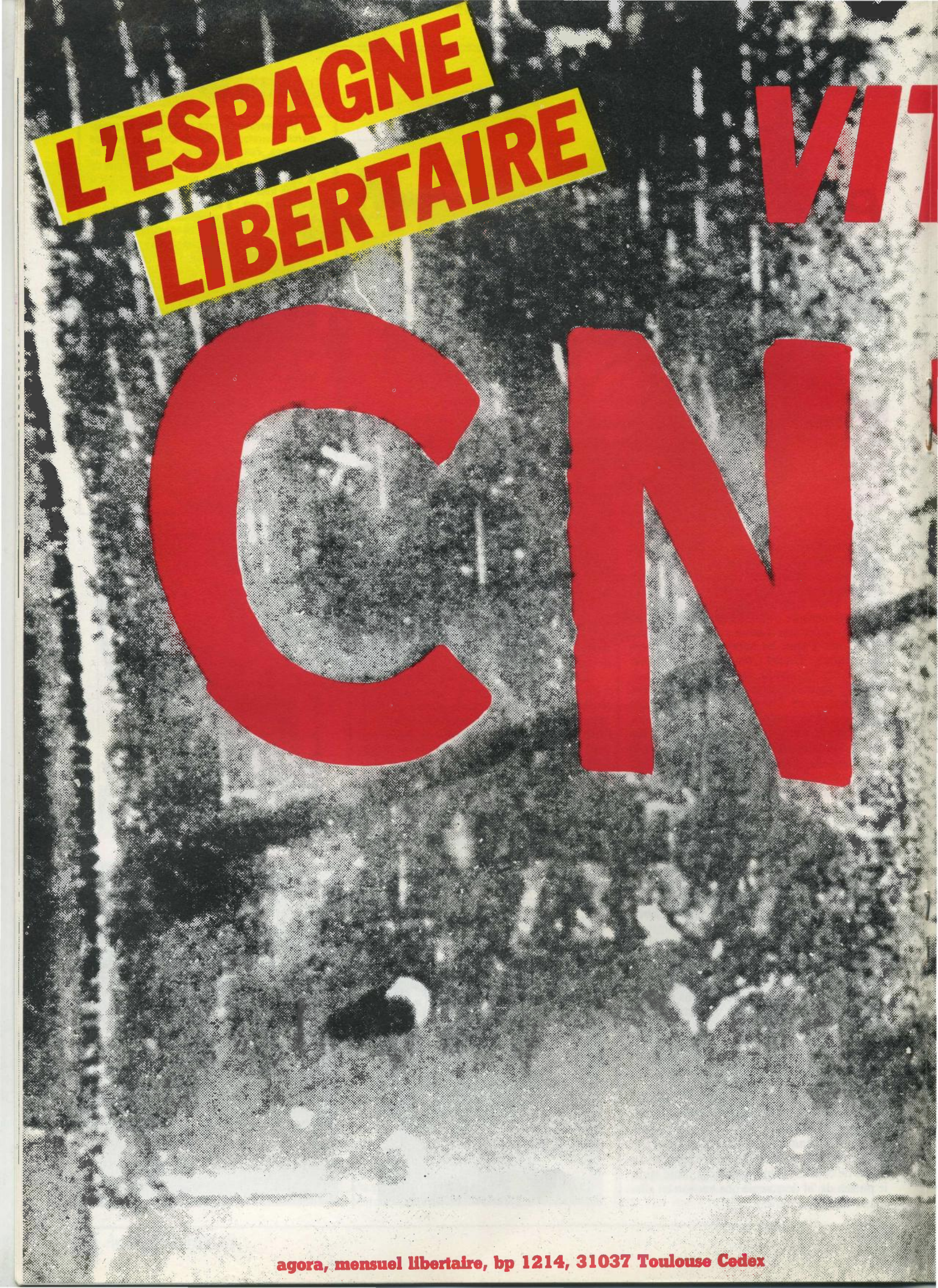
Un procès devait avoir lieu le 17 mars à la Magistrature du Travail (sorte de Prud'homme). A l'heure où nous bouclons, nous n'avons pas encore connaissance de la décision prise sur ces trois premiers licenciements pour activité syndicale de l'Espagne socialiste.

DES RENCONTRES LIBERTAIRES INTERNATIONALES

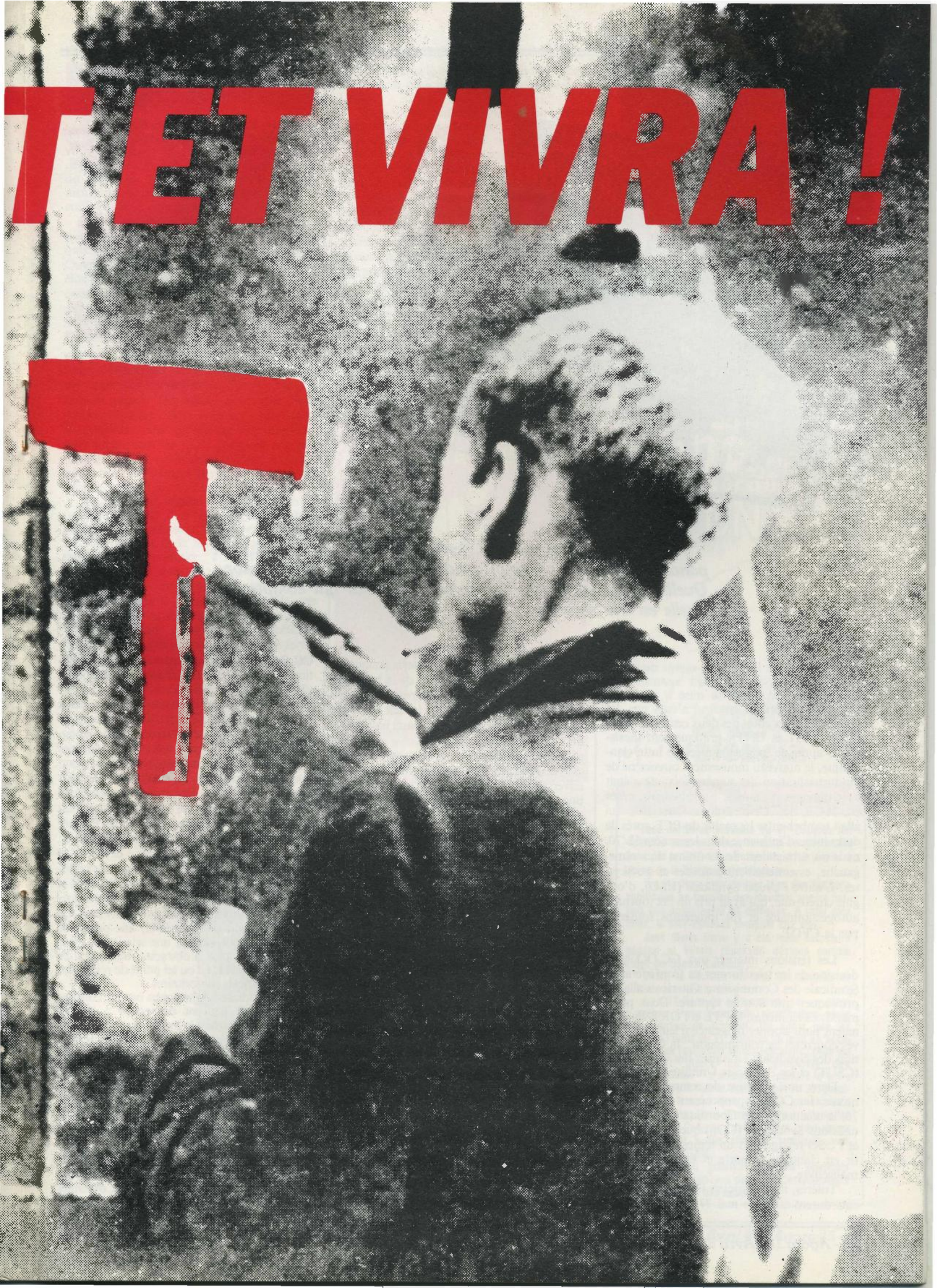
En mai 82, l'Ateneu Llibertari de Poble Sec de Barcelone lançait un appel en direction de groupes, collectifs, organisations et individualités de la ville en vue d'un accord pour la réalisation de rencontres. Le but : débats et échanges afin de chercher une formule pour sortir le mouvement libertaire de son isolement.

Devant l'écho rencontré et à la suite de trois réunions qui ont eu lieu cet été, il a été décidé de conjuguer deux types de rencontres : l'une, de travail, pour la confrontation ; l'autre, publique, centrée sur des activités culturelles. Un bulletin d'information, mensuel, devrait voir le jour pour organiser ces Rencontres Libertaires Internationales.

Pour en savoir plus :
Ateneu Llibertari de Poble Sec
C/Elcano 48, baixos
Barcelona-4



agora, mensuel libertaire, bp 1214, 31037 Toulouse Cedex


T ET VIVRA !

PACTE SOCIAL

SYNDICALISME NÉO-VERTICAL

De la mort de Franco à la victoire électorale des socialistes, le panorama syndical espagnol a subi de profondes modifications. Quelles sont aujourd'hui les forces syndicales qui comptent et quelle est leur stratégie ?

A la mort de Franco, en marge du syndicat officiel (CNS) qui allait agoniser une année plus tard avant sa mise à mort par décret, le panorama syndical n'était pas des plus clairs. Aux côtés des deux centrales historiques (UGT et CNT), pratiquement inexistantes après de longues années de lutte clandestine, le nouveau mouvement ouvrier né de l'industrialisation des années soixante s'était doté d'autres structures. La principale, créée en 58/59, les Commissions Ouvrières qui allait tomber entre les mains du PCE après de dures luttes d'influence dans les années 65/70, mais où subsistaient des courants d'extrême-gauche, essentiellement maoïstes et trotskystes. L'autre l'Union Syndicale (USO), d'origine chrétienne, qui avait pris un net tournant autogestionnaire et fut longtemps soutenue par la CFDT.

Les tensions internes aux CC.OO et la décision de les transformer en Confédération Syndicale des Commissions Ouvrières allaient provoquer une double rupture. Deux partis marxistes-léninistes, le PTE et l'ORT scissionnaient pour donner naissance à leurs respectives courroies de transmission : la Confédération des Syndicats Unitaires des Travailleurs (CSUT) et les Syndicats Unitaires (SU).

Dans une tentative de remporter l'hégémonie, les CC.OO proposèrent à l'automne 76, la création d'une Coordination des Organisations Syndicales (COS) que seules l'UGT et l'USO rejoignirent un temps avant de partir en claquant la porte et en dénonçant la manœuvre...

Tolérés, mais toujours illégaux, les syndicats durent attendre mai 77 pour avoir droit de cité au même titre que les partis politiques. L'automne arrivé, et le Pacte de la Moncloa signé, les CC.OO et l'UGT furent chargés de maintenir la paix sociale en faisant respecter les accords, notamment quant aux limitations des augmentations salariales. Le consensus social était en marche et le mouvement syndical se scinda entre les partisans du pacte et les adversaires. CC.OO et UGT rivalisaient dans une course à l'hégémonie que l'USO tenta en vain de suivre.

LES SYNDICATS DE LA PAIX SOCIALE

En 77, les futurs syndicats majoritaires UGT et CC.OO faisaient mine de se scandaliser lorsque certains les accusaient d'accepter un pacte social et, sur la forme, ils avaient raison. Le Pacte de la Moncloa avait été signé entre gouvernement et opposition, non pas entre patronat et syndicats. Mais c'est précisément parce qu'ils ne contrôlaient pas encore aisément les travailleurs que les partis étaient montés en première ligne. A partir de 79, avec un mouvement ouvrier enfin domestiqué, ces deux centrales allaient pouvoir jouer le rôle que leur avaient assigné les partis du consensus. Ce fut l'Accord-Cadre Interconfédéral de 79/80 signé par le patronat et l'UGT pour la limitation des augmentations salariales et — crise oblige — la possibilité offerte au patronat de licencier librement en vue d'une restructuration que la gauche appelait de ses vœux.

L'année 81 sera celle de l'Accord National pour l'Emploi (ANE) signé par l'UGT, les CC.OO, le Gouvernement et la Confédération Espagnole des Organisations Patronales (CEOE).

La restructuration bat son plein : aux licenciements succèdent les dépôts de bilan. Le chômage monte en flèche. La loi Fondamentale de l'Emploi fixera la période de prise en charge des chômeurs en fonction du nombre de mois cotisés et, au maximum, 18 mois.

Parallèlement, l'alternative syndicale révolutionnaire a du mal à se faire jour et finit par couler, corps et âme , au cours de l'année 79. L'USO, marginalisée par les majoritaires, sera en partie engloutie par eux : la SCUT et le SU ne subiront les contre-coups de la politique suiviste de leurs partis vis-à-vis du PCE et du PSOE qui engloutirent aussi bien une partie des militants syndicaux que politiques. La CNT enfin vit, cette année-là, une profonde crise qui débouchera sur une scission... Pour l'heure donc, plus d'obstacles majeurs si ce n'est, localement, tel ou tel point de résistance de ces syndicats minoritaires.

Les syndicats majoritaires ont les coudées franches ; ils peuvent désormais à la fois encadrer et contrôler le mouvement ouvrier et poursuivre leur course pour le poste de première centrale syndicale. De 77 à 81, ce sont sans conteste les CC.OO qui tiennent le haut du pavé. Mais la crise qui frappe le PCE et le fait éclater en trois secteurs ne manque pas de peser lourd sur cette centrale. Les résultats des élections syndicales de 82, bien que non-officiels pour l'instant en sont la preuve : l'UGT remporte 36 % des voix contre 32 % aux Commissions Ouvrières, l'USO obtenant encore 5 % soit la moitié des voix obtenues en 80.

LA POUSSÉE SOCIAL-DÉMOCRATE

Contrairement à ce qui se passe en Europe du Sud, l'Espagne voit donc coïncider les votes syndicaux et les votes politiques, au dépend des CC.OO. Nul doute que l'arrivée du PSOE au pouvoir renforcera le protagonisme de sa centrale, et pourrait porter un coup bas à sa concurrence.

En effet, depuis la politique communiste d'entrisme dans le syndicat vertical franquiste, adoptée en 66, les Commissions Ouvrières doivent l'essentiel de leur poids aux élus qu'elles obtiennent aux élections "syndicales". Des élections où les candidatures sont personnelles, où les élus siégeant aux Comités d'Entreprise n'ont aucun compte à rendre et des C.E. qui sont seuls à prendre part aux négociations collectives. Pour couper l'herbe sous les pieds des CC.OO et renforcer le poids des organisations syndicales, l'UGT s'est prononcée depuis longtemps pour une réelle reconnaissance des sections syndicales d'entreprise, pour qu'elle soient l'interlocuteur substituant les C.E. dans ces négociations et pour de véritables élections syndicales permettant de mesurer la représentativité des diverses centrales.

Pour l'heure, le gouvernement reste hésitant, ne pouvant d'un trait de plume sabrer la base des Commissions Ouvrières. Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale déclarait, en février dernier, « *Il est nécessaire d'aller plus loin dans les entreprises, de renforcer le poids des sections syndicales qui n'ont eu jusqu'à présent qu'un rôle très réduit. Toutefois, il ne faut pas oublier qu'un fort pourcentage de travailleurs préfèrent encore les Comités d'entreprise comme forme de représentation.* » Ce débat n'est donc toujours pas tranché.

Celui sur les pactes sociaux, lui, l'est bel et bien. Au lendemain de la victoire socialiste, patronat et syndicats négociaient pour la quatrième année consécutive, un nouveau pacte, appelé cette année "Accord Interconfédéral" (AI). Signé le 30 janvier dernier, il entraîne une nouvelle baisse du pouvoir d'achat en stipulant que les salaires ne pourront excéder une "fourchette" d'augmentation de 9,5 à 12 % alors que le coût de la vie en 82 a monté de 14 % et celui de 83 serait au bas mot, de 13 %.

Dans un tel contexte, où est l'alternative syndicale révolutionnaire en Espagne ? Certains diront que, malgré son faible poids numérique, la CNT-Rénovée engagée dans un processus de discussion et d'intégration de syndicats et collectifs locaux ou d'entreprises, représente cet espoir. D'autres que c'est la CNT-AIT qui, bien plus nombreuse et mieux implantée géographiquement reste le contrepoids au syndicalisme de collaboration de classes. Je pense, pour ma part, que, si cette alternative peut encore se construire, elle passera nécessairement par la convergence et la réunification à court terme de ces deux organisations, tout en poursuivant ce travail de débat avec les structures autonomes existant en grand nombre en Espagne. C'est pourquoi le VI[e] Congrès de la CNT-AIT est un élément important pour tenter de répondre à cette interrogation.

L'USO marginalisée, puis engloutie

RENCONTRE DE LA PRESSE LIBERTAIRE

Profitant de la présence de nombreuses publications à Barcelone, la délégation de la Fédération Anarchiste Italienne a organisé une rencontre-débat.

Y ont pris part des représentants de :

— "Umanità Nova", "Rivista A", "Autogestione", d'Italie ;

— "Le Monde Libertaire", "Radio Libertaire", "IRL", "CeNiT" de France ;

— "CNT", "Solidaridad Obrera", "Sabotage", "Malahierba", "La Veu Impertinent", "Radio Libertaria Catalana", d'Espagne ;

— "A Batalha", du Portugal ;

— "O Inimigo do Rei", du Brésil ;

— "Solidarité", "Confédération", du Japon ;

— "Red and Black", d'Australie.

La rencontre a permis la mise en place d'un réseau d'adresses pour la circulation plus rapide des informations et un échange d'impressions sur la presse libertaire internationale.

DU CÔTÉ DE LA CNT-RÉNOVÉE

Les dernières sessions du VI[e] Congrès ont coïncidé avec le Plénum National de Régionales tenu par la CNT-Rénovée les 15 et 16 janvier à Jerez de la Frontera (Andalousie).

Il a été dressé un premier bilan des élections syndicales en fonction des résultats encore partiels que possédaient les délégués. A cette date donc, la CNT-Rénovée comptait 292 élus.

José Maria Berro y a été réélu secrétaire général et Vitoria (Euskadi) désigné comme siège du Comité Confédéral.

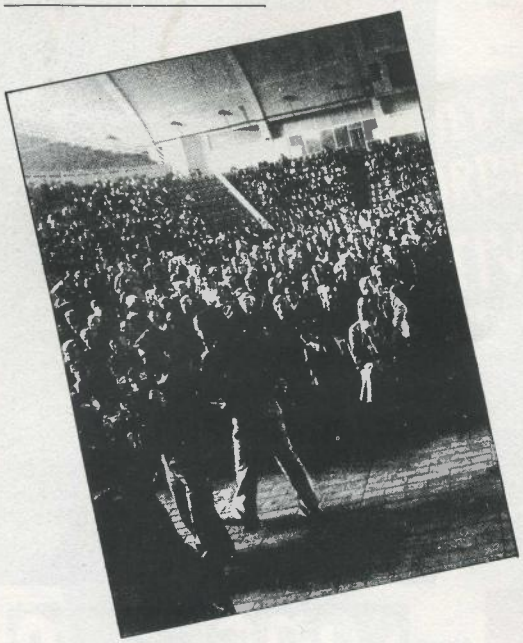
Enfin, la décision de tenir un Congrès en octobre prochain a été prise.

La CNT-Rénovée est traversée par un débat à propos d'une éventuelle réunification après trois années de scission. Un débat que les appels à l'unité du VI[e] Congrès ne peut qu'accélérer. Deux tendances se dégageraient : celle qui ne croit guère en la sincérité des "progressistes" d'autant que nombre d'entre eux les avaient traînés dans la boue en 79, précisément à propos des élections syndicales ! L'autre, favorable à la réunification, attend les résultats du Congrès Extraordinaire, pour savoir concrètement quelle stratégie syndicale aura adopté la CNT-AIT.

Localement, pourtant, certains syndicats appartenant à chacune des deux Confédérations tendent à nouer des contacts...

Contre les pactes sociaux

ANARCHOS



LA CNT-AIT EN CONGRÈS

Reporté du printemps à l'automne 82, finalement décidé pour janvier 83, ce VI[e] Congrès de la CNT-AIT était fort attendu. Parce qu'il permet toujours de mesurer l'implantation réelle (au-delà des chiffres, souvent gonflés par les deux CNT, sur leurs adhérents) ; parce qu'il permet de faire le point sur les débats et tendances.

Attendu aussi par que, malgré l'accord pris à Madrid en 79 de boycotter les élections syndicales, des militants se sont présentés et, que ce soit au Métro de Barcelone ou aux Banques de Madrid, la CNT y a remporté des victoires. Le débat sur le point n° 8 de l'ordre du jour (négociation collective, élections syndicales) s'annonçait animé entre ceux que la presse a appelé "progressistes" et "immobilistes". Et il le fut, en effet. Mais procédons par ordre...

DÈS LE DÉBUT, LE TON MONTE

Tout comme lors du V[e] Congrès en 79, la tendance "progressiste" était représentée par le Comité National et en particulier, par son secrétaire général. Il dut donc subir un flot impressionnant de critiques de la part des délégués ; qui à propos de ses contacts avec le PSOE et l'UGT ; qui pour ses déclarations à la presse notamment à propos des élections syndicales ; qui au sujet du rapport de gestion parvenu trop tardivement aux syndicats pour y être discuté... Ce rapport fut, malgré tout, approuvé par 80 % des délégués représentant les 41 075 adhérents à jour de cotisations au niveau régional (seuls 10 971 d'entre eux le sont au niveau confédéral).

La 4[e] Session du Congrès ouvrit le débat sur la situation de l'Exil et la ratification ou non de son intégrité à la CNT en tant que "Régionale de l'Extérieur". Là aussi, pas moins qu'ailleurs, le débat n'était anodin. Car étant donné l'équilibre des forces, les 32 voix des délégués de l'Exil représentant 1 993 adhérents étaient susceptibles de faire la différence. L'accord approuvé fut donc de considérer cette Régionale comme une exception et de ne l'autoriser à intervenir et voter que si "l'intégrité idéologique" de la CNT était en jeu. Par contre, pas de droit de vote sur la stratégie syndicale et aucun poste de responsabilité ne pourra lui échoir.

Des nouveautés, cependant, par rapport au V[e] Congrès. Tout d'abord, le libre accès à la presse écrite, parlée et télévisée qui a permis une information certaine sur le déroulement des sessions. Autre innovation, bien plus discutable celle-là dans le fonctionnement : les

La CNT, troisième force syndicale

Photo IRL

commissions étaient nommés dès le début, avant même que les délégations aient pu lire ou résumer leurs accords. Certes, la décision était censée permettre d'accélérer les choses, mais elle empêchait de se faire une idée des thèses en présence et d'évaluer a priori le rapport des forces. Ce n'est que lorsque la commission venait lire la motion de synthèse que le débat s'engageait.

Dans l'attente de la motion sur le fatidique point n° 8, des motions furent votées et adoptées. Citons-en les principales : *"Sur la presse confédérale"* qui demande la limitation du nombre de bulletins locaux et régionaux afin de renforcer l'organe national *"CNT"* que l'on voudrait quinzomadaire au lieu de mensuel et plus tourné vers l'extérieur que vers les militants. *"La CNT face à la situation militaire"*, condamnant les deux blocs impérialistes et réaffirmant son antimilitarisme militant. *"La CNT face aux nationalismes"*, définis comme un *"escamotage et une verticalisation de la lutte des classes"*, la Confédération se prononçant pour l'autodétermination des peuples. *"La CNT et les mouvements marginaux"* (femmes, prisons, écologie, homosexualité, objection de conscience, invalides).

Puis vint le débat sur le point n° 8 comprenant trois sous-rubriques : 8.1 — Analyse de l'évolution syndicale, a) depuis le V[e] Congrès ; b) problème de la scission. 8.2 — Représentation syndicale et négociation collective. 8.3. — La CNT face aux pactes et lois anti-ouvrières.

L'analyse de l'évolution syndicale, ne posant guère de problèmes fut approuvé. On y dénonce les pactes sociaux signés par les syndicats majoritaires ; on y décrit la perte d'influence des CC.OO et la tendance hégémonique de l'UGT. La CNT *"troisième force syndicale"* peut reprendre une place importante si *"elle abandonne les maximalismes en tous genres, cherchant des alternatives valables et efficaces d'action syndicale"*. Quant à la scission (la CNT-Rénovée), la CNT-AIT *"lance un appel fraternel à tous les camarades qui, pour une raison ou une autre, ont quitté l'organisation ces dernières années afin qu'ils réintègrent la CNT"*.

LE "MARATHON" DU POINT 8

Démarré le vendredi 14 au matin, les débats sur le point 8.2 dureront 40 heures dont une session ininterrompue de 17 h du samedi après-midi au dimanche matin.

Certes, les deux tendances étaient tombées d'accord pour dénoncer les actuels Comités d'Entreprise comme des structures de collaboration de classes et anti-syndicalistes par essence (tout comme le disaient, en 79, les rénovés, faut-il le rappeler ?). Mais la possibilité d'une modification de la législation du travail en vigueur qui, comme le demande l'UGT, favoriserait les sections syndicales aux dépends des C.E. ouvre une brèche. Pour les "progressistes", il faudrait s'y engouffrer pour forcer la reconnaissance des sections syndicales CNT grâce aux élections et profiter des heures de délégation ainsi obtenues. Pour les "immobilistes" le renforcement des sections syndicales ne passe nullement par des élections mais par l'action directe en obligeant l'entreprise à les reconnaître et la "brèche" ne mènerait en fait qu'à l'intégration...

Un premier vote donna une légère majorité aux premiers. Puis la tendance sembla s'inverser. Devant l'impossibilité de dégager une majorité substantielle pour l'une ou l'autre des thèses et afin d'éviter une rupture, le débat a été reporté. Un Congrès Extraordinaire sera organisé, fin mars, pour trancher. D'ici là, nul doute que chacune des deux tendances mettra à profit cette pause de deux mois et demi pour tenter de gagner des voix et remporter la victoire.

Le congrès s'est terminé par l'élection d'un nouveau secrétaire général, représentant les "progressistes" et un meeting de clôture le dimanche 16 janvier. Devant 3 à 4 000 personnes, trois intervenants ont pris la parole : Garcia Rua pour dénoncer l'électoralisme, le secrétaire général Perez Canales pour défendre cette tactique et Federica Montseny qui, à plusieurs reprises, lança des appels à l'unité.

Les 489 délégués, représentant 209 syndicats, se retrouveront donc à Madrid du 30 mars au 3 avril prochain. Un Congrès Extraordinaire à tous points de vues car il peut aussi bien signifier la possibilité de relance de la CNT avec à la clé, une réunification avec la CNT-Rénovée, qu'une seconde scission qui pourrait bien sonner définitivement le glas de la Confédération Nationale du Travail...

AGORA LE MENSUEL

UN MENSUEL LIBERTAIRE POUR AUJOURD'HUI

Avril 83 : Comme prévu Agora se transforme en un mensuel libertaire. Les progrès et les paris tenus sont si rares dans notre mouvement qu'il convient, pour le moins, de saluer l'effort fourni par tous, la régularité acquise. Mais l'équipe de rédaction, telle qu'elle est, tiendra-t-elle le rythme ? Nous le saurons en juin, après un galop d'essai de trois mois qui nous aura permis de tester nos capacités et de cerner les difficultés de cette nouvelle entreprise. Dans tous les cas, il restera que nos lecteurs nous auront jusqu'ici fait confiance en souscrivant pour notre local, en renouvelant leurs abonnements et en nous aidant à en trouver de nouveaux. Qu'ils en soient ici remerciés.

Nous voilà donc au pied du mur. Vous ne trouverez pas beaucoup de changements dans ce premier mensuel par rapport aux numéros bimestriels précédents. La formule que nous avions jusqu'ici appliquée (rubriques stables, diversification et couverture de l'actualité) nous semble (à vous aussi si l'on en croit vos lettres) encore satisfaisante, à des détails près. Quant à la maquette que nous voulions changer, nous avons choisi de ne pas créer de rupture en en produisant brusquement une nouvelle. Nous préférons l'introduire progressivement (pages centrales en deux couleurs pour ce numéro) et la rôder, avec vous, au cours des parutions à venir. Sur tout cela, bien sûr, vous avez toujours la parole.

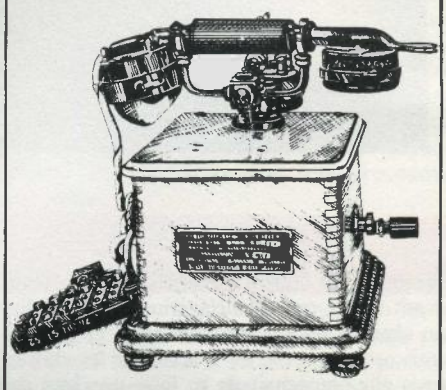
Car il faut également dire que depuis l'annonce de notre volonté de passer mensuel, le débat s'est fortement développé et précisé parmi nos lecteurs sur le thème du mensuel qui serait nécessaire au mouvement. En témoigne la réunion tenue à Lyon où, pour presque une trentaine de personnes, le remous le plus important a convergé sur la question suivante : à trop vouloir serrer de près l'actualité, en donner les documents nécessaires à sa compréhension, à trop vouloir être ouvert et sans sectarisme, Agora ne risque-t-elle pas de perdre ses caractérisques libertaires ? Les uns affirment, très durement, que c'est déjà le cas, les autres (voir courrier de ce numéro) pensent que nous avons choisi la meilleure voie pour dépasser le cadre, hélas étroit, des militants libertaires et parvenir à gagner des camarades du mouvement anti-autoritaire et social.

Pour notre part, tout en reconnaissant la justesse de certaines critiques formulées à l'encontre de la revue (critiques qui ne font que souligner ce que nous savons être nos faiblesses, ou, il faut bien le reconnaître, nos incompétences et notre inexpérience), nous nous demandons si elles ne traduisent pas une attitude frileuse face à la réalité, une peur de s'engager auprès de gens qui, tout en ne pensant pas exactement comme nous, partagent cependant les mêmes combats, une crainte de pervertir un "idéal" maintes fois affirmé dans sa pureté. Alors que faire ? En ce qui nous concerne, nous signons et persistons : il nous faut un mensuel sans langue de bois, ouvert et sans tabous, libertaire dans son expression et ses engagements et le plus diffusé possible, dans tous les milieux. Un mensuel agréable et sans prétention : une bonne carte de visite pour le mouvement libertaire. C'est à quoi, avec votre soutien, nous nous emploierons.

AGORA

ALLO AGORA

Il est là, tout neuf et propre sur le bureau, dans la pièce réservée à l'administration. Il n'attend que vous pour se mettre à sonner. Alors, maintenant lorsque vous voulez nous joindre, n'hésitez plus, téléphonez ! Nous assurons des permanences tous les mardi et vendredi, de 18 à 20 h. Agora, c'est le (61) 59.24.01. Au plaisir de vous écouter.



JUSQU'AU DERNIER CENTIME

Nous avons bien cru ne pas y arriver. Pourquoi ne pas le dire, nous avons même douté de vous. Après notre appel au secours du numéro précédent, c'est gagné ! Les deux millions de centimes nécessaires à l'obtention, l'aménagement et au fonctionnement du local pour Agora mensuel, ont été rassemblés jusqu'au dernier centime. Merci à tous ceux qui ont assez cru en nous pour faire ce geste solidaire et nous donner ainsi une nouvelle force. A nous maintenant, équipe de rédaction, d'utiliser de façon cohérente ce nouveau moyen et de vous en rendre compte. Salut et liberté !

Ruptures, Champigny (5) ; Auzanneau, Saintes (145) ; Nekkach, Toulouse (100) ; Seguin, Auch (15) ; Juan, Toulouse (45) ; Dao, Deuil-la-Barre (45) ; Charlin, Mions (145) ; Vabre, Toulouse (100) ; Desgranges, Toulouse (300) ; Fairbanks, Toulouse (100) ; Torres, Toulouse (45) ; Marsella, Villeurbanne (100) ; Bousquet, Nîmes (45) ; Llivina, Toulouse (45) ; Dueso, Pamiers (100) ; Stephan, Bordeaux (100) ; Etourneau, Bordeaux (100) ; Potier, Paris (45) ; Julliard, Bourgoin (95) ; Daignaud, Paris (80) ; Hunout, Thaon (45) ; Cohn-Bendit, St-Nazaire (45) ; Leguevasque, Toulouse (45) ; Ballesta, Thenon (45) ; Piton, Le Bugue (45) ; Morato, Fontenay (45) ; Gayet, Rennes (150) ; Moreau, Moreuil (145) ; Galy, Toulouse (200) ; Gras, Toulouse (60) ; Boulvert, St-Nazaire (200) ; Bruneau, Laval (200) ; Marie-Françoise, Toulouse (95) ; Laveix, Gradignan (150) ; Joanin, Grenoble (45) ; Lacaze, Toulouse (100) ; Herbert, Nancy (100) ; Vienner, Avon (45) ; Crave, Nantes (200) ; Adam, Mimizan (20) ; Vignoles, Toulouse (300) ; Roux, Grenoble (50) ; Réaux, Béziers (150) ; Jean, Dijon (100) ; Pioch, Royan (45) ; Narrat, Metz (50) ; Henri, Lorient (150) ; Richard, Toulouse (100) ; Andriaux, Paris (200) ; Soubère, Cherbourg (20) ; Huguet, Paris (50) ; Anonyme, Castres (150) ; Girard, Montauban (100) ; Collectif, Toulouse (300) ; Danan, Bourg (85) ; Crozet, Limoges (150) ; Prolo, Marseille (50) ; Jacques, Besançon (20) ; Normand, Toulouse (90) ; Xavier, Chaumont (150) ; Cibert, Strasbourg (100) ; Virginie, Paris (90) ; Mahé, Toulouse (100) ; Garin, Paris (150) ; Turquet, Dunkerque (45) ; Olivier, Bordeaux (200) ; Labrousse, Toulon (50) ; Porché, Juvigny (150) ; Eliane, Le Mans (90) ; Prévost, St-Etienne (200) ; Sécot, Angers (150) ; Museux, Paris (50) ; Pierrot, Auch (100) ; Leblanc, Clermont (75) ; Balsamo, Toulouse (75) ; Nacer, Aulnay (100) ; Anonyme, Toulouse (150) ; Foisnon, Brest (100) ; Thierry, Toulouse (50) ; Pupko, Villeneuve-d'Ascq (15) ; Lefevre, Marseille (158) ; Belisson, Strasbourg (200) ; Divers (300).

TOTAL ENTRÉES : 8743 F
ANCIEN TOTAL : 11999,70 F
NOUVEAU TOTAL : 20742,70 F

NIGÉRIA

LES VICTIMES DE LA GUERRE DU PÉTROLE

Bonny Light contre Arabian Light

PERSONNE ne sait combien ils étaient exactement. Personne ne saura même combien ont trouvé la mort sur le bord de la route. L'exode le plus massif de travailleurs immigrés de l'histoire a eu lieu. Peu à peu, il a cependant quitté les premières pages des journaux et ne provoque même plus les larmes faciles des occidentaux.

Il en restera des millions de sans travail dans une des zones les plus pauvres de l'Afrique : entre le Ghana, le Bénin et le Togo, là où le front du désert avance inexorablement vers le Sud, aidé par la plus épouvantable sécheresse de l'histoire africaine.

L'Europe oubliera vite les victimes du Nigeria, comme elle a oublié les milliers de "nègres" morts de faim, tués par les guerres coloniales, ou tout simplement massacrés "par erreur" au cours de ces dernières années.

Malgré ou à cause de cela, il est nécessaire de raconter cette incroyable histoire des années 80. Ne serait-ce que parce qu'elle n'est pas la dernière, hélas, mais au contraire le début d'une longue série. En fait, les années 80 se préparent à être des plus dures pour le Tiers-Monde. La récession occidentale, l'expansionnisme soviétique, les bureaucraties terroristes qui règnent sur les pays "en voie de développement" sont les ingrédients essentiels de ce mélange explosif.

• LA DÉFAITE DU BONNY LIGHT

A l'origine de cet "exode forcé" de plus de 4 millions de travailleurs étrangers, il y a la crise qui a récemment submergé l'économie nigériane. Cette crise a un nom : "Bonny Light". Ainsi s'appelle le pétrole nigerian qui, il y a quelque temps encore représentait un espoir de richesse et de développement, et qui aujourd'hui, est devenu la cause essentielle de la crise. Car l'économie nigeriane repose, en fait, presque uniquement sur le pétrole : 90 % des recettes à l'exportation et 80 % des revenus de l'Etat y trouvent leur source.

Sur cette base de dépendance totale envers le pétrole, le Nigeria a lancé un plan de développement (1981/85) ultra-ambitieux, qui prévoyait 125 milliards de dollars de dépenses. Le pétrole aurait dû financer la majorité de ce plan si rien n'était venu perturber une telle vision. Mais, tel ne fut pas le cas. La production pétrolière minimum, pour atteindre les objectifs du plan, aurait dû égaler 2,25 millions de barils par jour à un prix moyen de 35 dollars le baril. En 1981, cependant, la courbe de l'extraction fléchit, puis s'écroula, passant de 2,1 millions de barils en janvier, à 0,7 million en août, pour remonter à 1,8 million en décembre, accompagnée également d'une chute des prix. En 1982, la production continua de baisser avec 1,4 million en février, 1,1 en mars et 700 mille seulement en avril.

De plus, le "Bonny Light" risquait constamment de ne plus trouver de marché par suite de la concurrence que lui faisait le pétrole anglais de la Mer du Nord, qui était d'une qualité identique. En avril 1982, par exemple, le "Bonny Light" était à 35,5 dollars le baril contre 31 pour le pétrole anglais.

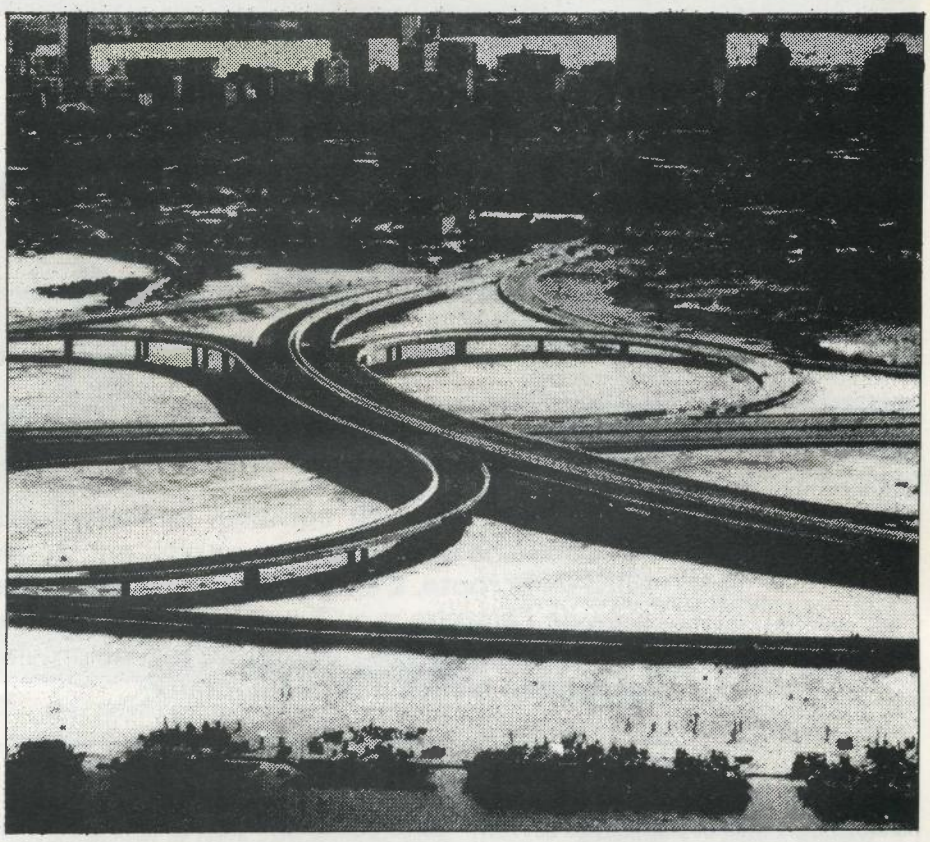
Un mélange explosif

• L'OCCIDENT CONTRE L'OPEP

Quelles en étaient les raisons ? Essentiellement l'inversion qui s'est produite ces dernières années dans l'évolution des prix du marché du brut. Le "Nigerian" est passé de 40 dollars le baril au 1er janvier 81 à 35,5 en septembre 82. Et il est encore trop cher. L'"Arabian Light", le pétrole saoudien qui règle le marché du brut est lui à 34 dollars, l'"Iran Léger" à 31,2. En réalité, les temps du pétrole "cher" s'achèvent. L'Occident a diversifié ses sources d'énergie, réduit sa consommation, brisé le monopole de l'OPEP.

Les pays qui s'en ressentent le plus sont ceux qui se sont récemment engagés dans une politique du "tout pétrole", c'est-à-dire, les pays qui ont seulement commencé à extraire de grandes quantités de brut au moment de la "crise pétrolière".

Les puissances industrielles, pour briser le monopole de l'OPEP, ont favorisé l'extraction de pétrole, même à grande profondeur et à prix de revient supérieur. Le prix du brut, qui semblait voué à augmenter à l'infini, justifiait cette politique énergétique. Mais, à la longue, les "lois du marché" ont prévalu. Les pays industrialisés ont réussi assez facilement à peser sur les rivalités entre les pays producteurs et ils sont surtout parvenus à potentialiser des ressources énergétiques alternatives au pétrole (le nucléaire, les énergies renouvelables, la gazification du charbon, les schistes bitumineux, et aujourd'hui même l'hydrogène). La dépendance envers le pétrole des pays industriels est en constante diminution. La demande mondiale de pétrole des pays de l'OCDE est ainsi passée de 2 009 millions de Tep (tonnes équivalent pétrole) en 1979, à 1 723 en 1981, et à 829 pour le premier semestre 82. Ce premier semestre 82 se termine d'ailleurs avec une diminution de 4,8 % de la consommation pétrolière des pays avancés.



Lagos, la capitale

• AUTOS "MADE IN LAGOS'

Le fond du problème reste politique. Face à la contre-offensive occidentale, les pays producteurs ne parviennent pas à déterminer une ligne commune. Les principaux responsables de cet échec sont l'Arabie saoudite, qui maintient un quota de production excessif par rapport au nombre d'habitants (elle en déclare 9 millions mais ne semble pas arriver à 5,5 millions), et l'Iran, qui pour faire face au délire khomeiniste et à la guerre contre l'Irak, vend du pétrole à tour de bras. Le prix de l'"Iran Light" est passé de 37 dollars le baril en janvier 1981 à 31,2 en septembre 82.

Mais les difficultés du marché pétrolier ne suffisent pas à expliquer en totalité la crise nigériane. Comme dans tous les pays grisés par le boom du pétrole, le Nigeria a connu ces dernières années un développement désordonné, instable. Pays à la "démocratie" récente, après une désastreuse période de dictatures militaires et de coups d'Etat répétitifs, l'économie nigeriane a été littéralement renversée par l'arrivée des puits de pétrole. L'agriculture, par exemple, a été abandonnée. Il suffit d'examiner le cas de l'huile de palme et de l'arachide pour s'en convaincre. Auparavant premier producteur mondial, le Nigeria est devenu, en quelques années, pays importateur !

Les circuits de distribution frisent l'apocalypse : 50 % des produits maraîchers et fruitiers ne parviennent pas sur les marchés et pourrissent dans les dépôts et sur les camions. En échange, si l'on peut dire, arrivent les automobiles "made in Lagos", grâce aux accords et aux "joint ventures" avec Leyland (16,5 %), Daimler-Benz (22 %), Bedford (20 %), Fiat (10 %) et Steyr (2 %).

Voilà les causes réelles de la crise, auxquelles s'ajoutent la corruption de la classe politique et bureaucratique (en comparaison de laquelle nos politiciens ressemblent à des moines bénédictins) et la puissance des clans tribaux.

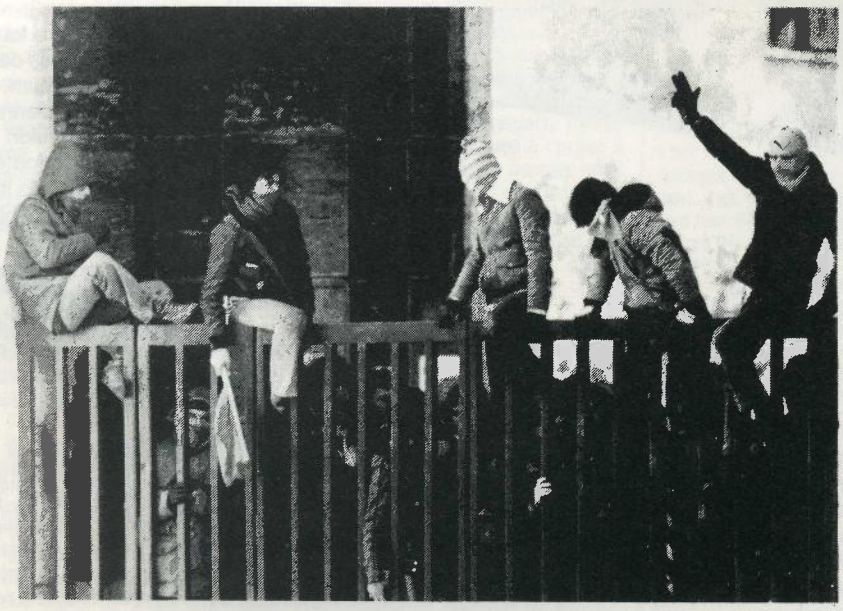
Encore une fois, le développement de l'Occident, ses besoins énergétiques, les lois du marché, les exodes, la xénophobie. Aucun journaliste, de ceux qui ont l'émotion facile et l'intelligence bornée, ne l'a souligné. Et pourtant, la marche des sans-travail du Ghana, du Togo, du Bénin, de la Haute-Volta, risque de précipiter toute l'Afrique sud-saharienne dans une spirale sans issue, de faim, de misère, de maladie et de mort. Une marche qui n'est pas prête de s'arrêter d'aussi tôt.

F.L.

ITALIE

LA CHASSE AUX SORCIÈRES AUTONOMES

AU matin du 7 avril 1979, une opération policière d'envergure, menée par la Digos, place sous arrêt toutes les personnalités connues de l'"Autonomia Operaia". Quatre ans plus tard, s'ouvre à Rome le procès de Toni Negri et de 70 de ses camarades. Entre ces deux dates, la machine d'Etat et son appendice judiciaire se sont emballés et ont dérapé sur l'arbitraire.



Oreste Scalzone

Les années autonomes

LA revue "Métropoli" décrit l'Italie comme "un système où le parti communiste n'a su proposer que l'utopie misérable du compromis historique et la réalité du totalitarisme larvé du régime de l'unité nationale (...).

Quatre mille prisonniers politiques et près de vingt mille inculpés ne sont que la partie visible de l'iceberg, constitué pour le reste d'un archipel de minorités, auxquelles la démocratie n'offre ni garanties, ni pouvoir décisionnel, ni libertés substantielles. Minorités nouvelles produites par une société complexe ; minorités sauvages, inquiètes, confrontées à une négation inexorable de leurs désirs, minorités que la désillusion a poussé à la dégénérescence de l'imaginaire révolutionnaire, à la poursuite du rêve de la lutte armée jusqu'au cauchemar de la dérive terroriste".

GUERRE CIVILE OU RÉVOLUTION MANQUÉE

L'effervescence révolutionnaire qui agite en 68 la péninsule italienne va se trouver des prolongements théoriques et organisationnels. En 1971 naît Potere Operaio sous l'impulsion des Toni Negri, Oreste Scalzone, Franco Piperno, Lanfranco Pace... Cette organisation aura une très brève existence puisqu'elle s'auto-dissout en mai-juin 73. Un mois après, à Padoue, quelques anciens recréent un mouvement, l'Autonomie Ouvrière organisée (Autop). C'est le creuset de la vague autonome de 77 qui tournera bien des têtes révolutionnaires européennes. Image qui capotera d'elle-même, coincée entre le PC du compromis historique (en 76 est lancé officiellement l'eurocommunisme) et l'action armée des Brigades Rouges qui culmine avec l'assassinat d'Aldo Moro, le 9 mai 78. C'est la fin d'une époque. L'Autop, en perte de vitesse, est littéralement fauchée par l'énorme rafle du 7 avril 79. Soixante et onze détenus sont concernés par ce qu'on appelera le "procès du 7 avril".

Commencé en juin 82, suspendu, puis repris le 24 février dernier, ce procès, comme le dit Scalzone, a fait des accusés "une image, une de ces représentations symboliques qui, relayées par les médias, focalisent l'attention du public et lui permettent de faire l'économie d'une analyse réelle".

Pendant ce temps, l'Europe judiciaire se mettait silencieusement en place.

Contre les 71, on avait retenu 40 chefs d'inculpations. Depuis, ils avaient été abandonnés et... remplacés par d'autres. Rien de

La maille répressive italienne

réel, pas de faits, des hypothèses. Le dossier de 50 000 feuillets ne contient qu'un historique de l'extrême-gauche des années 70. Ce sont les textes des accusés qui sont les pièces d'accusation. Dorénavant, la justice italienne, tournant au maccarthysme, poursuit les militants pour "déviation idéologique".

C'est ce que prouve la cascade de mandats qui s'abattent sur l'ex-mouvement autonome. Les premiers, ceux du 7 avril, où le juge Calogero de Padoue (proche du PCI) accuse les personnes visées "d'avoir constitué, au cours des dix dernières années, une organisation politique à deux niveaux, l'un public, avec Potero Operaio, puis Autonomia Operaia, l'autre clandestin, les Brigades Rouges". Certains, dont Negri, seront en outre accusés d'avoir participé à l'enlèvement et à l'assassinat d'Aldo Moro. Accusation qui prête à rire quand on connaît un tant soit peu le mouvement italien, et qu'on retirera d'ailleurs, comme toutes les autres, au fur et à mesure que les vrais responsables seront découverts.

Le 7 juillet 79, nouveau mandat où on ne parle plus que de "contacts opérationnels" avec les B.R., mais où on retient l'organisation d'une "accusation subversive constituée par plusieurs bandes armées différemment nommées" et l'"insurrection armée contre les pouvoirs d'Etat". En 80, il y aura encore d'autres mandats sans que les détenus aient encore été interrogés une seule fois. Les thèses de l'accusation frisent parfois le grotesque : ainsi Giovanni Caloria, qui aurait été le faussaire du groupe, est aveugle de naissance !

LE THÉORÈME CALOGERO

En fait, le juge Calogero et les pouvoirs publics ont voulu faire endosser à des intellectuels la responsabilité théorique du terrorisme. Et quand la thèse des liaisons avec les B.R. s'effondre, Calogero invente l'existence d'une énigmatique organisation "O" qui "aurait animé, pendant dix ans, l'insurrection armée contre l'Etat".

Toute l'accusation repose sur les écrits et les interventions politiques publiques des accusés. Plus qu'un acte d'accusation, il s'agit donc d'une analyse politique de ces années agitées, une explication de textes très proche des thèses développées par le PCI.

Le théorème Calogero est simple. Son réquisitoire dit "il n'est pas possible, d'écarter l'hypothèse que des hommes de la capacité, de la ténacité et du charisme d'un Negri, d'un Piperno, d'un Scalzone, aient commencé à parler d'insurrection armée à partir de 1971 au moins, et sans quitter la même sphère d'activité politique, se soient contentés de jouer, pendant dix ans environ, avec de telles expressions politiques sans leur apporter ce minimum de réalisation concrète que constitue le délit en examen". Bel exemple de la logique de la criminalisation ! "C'est même l'absence de preuves matérielles formelles qui prouve le génie organisationnel de Negri et qui l'accable".

Au-delà du procès lui-même, c'est bien une critique en règle faite par le PC, puisque Calogero, dans un acte de procédure, n'hésite pas à parler de "complot de la petite bourgeoisie réactionnaire". Curieux dérapage du langage judiciaire.

L'EUROPE JUDICIAIRE EN MARCHE

A l'ombre des péripéties de "l'affaire du 7 avril", on assiste donc à une "droitisation" extrême de l'appareil judiciaire et répressif. Ce mouvement avait débuté en 74 lorsque des mesures disciplinaires avaient frappé 109 juges de "Magistratura Democratica" jugés trop rétifs aux ordres du pouvoir. Ils étaient par trop "garantistes" (des droits constitutionnels) par rapport à la tendance "culpabiliste" (qui rendait responsable du terrorisme ceux qui avaient pu écrire des textes un tant soit peu compréhensifs envers ses motivations).

A partir de là, une véritable maille répressive est mise en place. En 75, c'est la loi Reale qui systématise la pratique des rafles dans les quartiers et non seulement maintient mais aggrave le code fasciste Rocco. L'année de l'arrestation des "71", la "Convention européenne contre le terrorisme" est adoptée. Le 29 juin 77, est signé par tous les partis italiens (PCI inclus) un accord sur l'ordre public qui prévoit "l'extension de la loi Reale à toute personne susceptible de perquisitionner les "repaires" sans autorisation d'un magistrat...". Enfin, en décembre 79, l'article 4 de la loi Cossiga est adopté. C'est la fameuse "loi des repentis" qui diminue les peines pour ceux qui collaborent avec la police et la magistrature.

Que certains des accusés du 7 avril (dont Toni Negri) recherchent maintenant une certaine collaboration avec l'Etat, rentre, hélas, dans le projet de ce dernier de canalisation de la conflictualité sociale dans les mécanismes institutionnels. Alors que de plus en plus de voix s'élevaient contre l'arbitraire, ce retournement marque la défaite des hypothèses révolutionnaires des autonomes.

Pourtant, malgré ce que sont nos désaccords avec les thèses autonomes, terroristes ou "négristes", nous ne pouvons qu'être concernés par le danger d'un appareil répressif qui assure son autonomie par rapport aux institutions, se gonflant démesurément et dépendant directement de l'Etat. On y voit combien sont fragiles les soi-disant démocraties occidentales.

Très exactement, Toni Negri avait déclaré : « Il est évident que nous n'avons rien à voir avec le terrorisme. Mais il est tout aussi évident que nous avons été des subversifs. Entre ces deux évidences se joue notre procès ». Entre ces deux évidences, face à la répression, se joue également la possibilité physique d'une opposition révolutionnaire et libertaire italienne.

Hervé Favreaud

TUTTI FRUTTI

SALVADOR : VERS LA VIETNAMISATION ?

Les organisations politico-militaires du FMLN-FDR ne cessent de gagner du terrain. Militairement d'abord en faisant régulièrement tomber de nouvelles zones sous leur contrôle. Politiquement ensuite : après la reconnaissance par la France et le Mexique il y a un an et demi, les quatre-vingt dix pays non-alignés ont signé en janvier dernier une déclaration commune...

Que la junte militaire salvadorienne ne serait plus rien sans le soutien financier et logistique des yankees n'est plus à démontrer. Mais ses reculs coûtent cher aux USA. L'année dernière, les crédits accordés furent de 80 millions de dollars. Devant l'hostilité de l'opinion publique internationale et surtout américaine, la manne s'est vue notablement amputée en 83 : 23 millions. Tant et si bien qu'au premier trimestre de cette année, les fonds sont déjà épuisés.

Reagan tente donc aujourd'hui un forcing : arracher un supplément de 60 millions ainsi qu'une révision de la décision limitant à 55 le nombre de conseillers militaires US chargés d'entraîner l'armée salvadorienne. Des conseillers, certes épaulés par quelque 200 agents de la CIA, mais qui officiellement n'ont pas le droit d'intervenir dans les combats (même si les médias montrèrent l'an dernier, photos à l'appui, un colonel yankee, le fusil "M 16" à la main en plein travail de ratissage) !

Pour l'heure, la commission sénatoriale ne semble pas vouloir céder. Si le refus était maintenu, cela pourrait signifier, à court terme, la débandade de l'armée salvadorienne et la chute de la junte. C'est pourquoi, dans l'entourage de Reagan on dit que : **"d'une façon ou d'une autre nous obtiendrons ces 60 millions".**

LES SYNDICATS AMÉRICAINS ONT UNE BASE

En juillet dernier, le syndicat américain de l'automobile (UAW) passa un accord "extraordinaire" avec la General Motors. Il s'agissait, pour le syndicat, d'accepter la réduction des salaires de 1,25 $ par heure, et l'amputation d'une semaine de congé par an. En échange, la direction s'engageait à relancer la production. Dans certains secteurs, même, la GM ainsi revivifiée était prête à créer des emplois : certains parlaient de 6 800 postes en Californie.

Tout le monde sait comment fonctionnent les syndicats américains. Ces immenses groupes de pression ressemblent davantage à des lobbies classiques qu'à toute autre structure, et ils ont contribué longtemps à museler les luttes ouvrières aux Etats-Unis, tout en satisfaisant une très large partie de leur base. Il semble cependant qu'aujourd'hui ils en aient trop fait. La "politique des concessions" est non seulement critiquée par les sidérurgistes, mais aussi par d'autres secteurs non négligeables du monde ouvrier. Les réductions de salaires, dans cette période de récession, sont très mal acceptées. Et ceci d'autant plus que les créations d'emplois prévues en Californie ne sont pas en voie d'être réalisées.

En attendant la lutte contre les concessions s'amplifie et un comité (LOC : Locals Opposed to Concessions) s'est mis en place pour s'opposer à tous les accords sur ce thème passés entre syndicats et patronat.

Cette lutte, pour exemplaire qu'elle soit aux Etats-Unis, devrait peut-être mettre la puce à l'oreille à certaines syndicalistes français prêts à accepter, quand ils ne l'anticipent pas, la non-compensation salariale en cas de baisse du temps de travail. Les acquis, ça existe et ça se défend aussi.

LA POLOGNE NE PAIE PLUS

"Solidarnośc" ne fait plus la une des journaux. Et en juin prochain, le voyage du pape en Pologne risque de confirmer, pour un temps du moins, la mise en parenthèse de ce mouvement social. La répression aujourd'hui "nettoie le terrain" et Anna Walentinowicz, à l'origine des événements de 80, connaît à nouveau les tribunaux. Quant aux membres de la Commission Nationale de Solidarnośc qui prochainement seront jugés, ils ont été choisis avec soin par le pouvoir dans la mesure où ils représentaient, au sein de la TKK, la tendance la plus favorable à la grève active. Les procès politiques sont donc définitivement programmés et la répression est devenue le lot quotidien des opposants.

La TKK (Commission nationale de Solidarnośc), comme le montre la lecture des bulletins clandestins, reste divisée, affaiblie. Et il est difficile d'apprécier l'impact que peuvent avoir en Pologne les tâches qu'elle s'est fixées (front du refus, lutte économique, préparatifs à la grève générale). Les problèmes de l'exil subissent bien évidemment les contrecoups de ces débats et de cette réalité.

Déjà, en décembre 82, il y eut une rupture politique (portant visiblement sur la stratégie à suivre) au sein de la coordination de Solidarnośc en France. Le comité reconnu par la TKK fut regroupé autour de Blumsztajn. Un autre comité (non reconnu par la TKK) se formait autour de Kowalewski. Les rumeurs les plus calomnieuses ("agent du KGB" et autres douceurs) circulaient alors concernant ce dernier. La tactique, pour toute répugnante qu'elle fut, n'en était pas moins classique et rivalisait avec le style stalinien que Solidarnośc déclare combattre.

Ce qui fut moins classique c'est l'attitude de la CFDT qui, sur la foi uniquement de ces rumeurs, chassa le comité non officiel de ses locaux puis lui coupa même les vivres. La solidarité butait sur l'appareil. Heureusement, tous les comités de soutien à Solidarnośc en France refusèrent d'entrer dans ces "magouilles", si bien qu'à l'heure actuelle, ils soutiennent (notamment financièrement) les deux comités.

Mais après la CFDT, c'est le pouvoir lui-même qui liquide peu à peu Solidarnośc. Depuis le coup d'Etat, Radio Solidarnośc émettait en français à Paris. Le pouvoir socialiste, après s'être donné une bonne conscience polonaise à peu de frais (déclarations en veux-tu, en voilà), revient à sa propre réalité : La Haute Autorité a décidé de mettre fin à la radio qui pouvait créer un problème diplomatique. En attendant, le Comité de Solidarité à Solidarnośc refuse ce "réalisme" du pouvoir et appelle au soutien.

MAKHNO EN SAMIZDAT

Si de nombreux samizdats sont parus et paraissent en URSS, peu d'entre eux font allusion à l'anarchisme et aux anarchistes ou les citent. Jusqu'à présent, à notre connaissance, aucun n'était consacré exclusivement à ce sujet. Nous venons d'obtenir un texte intitulé : **"Nestor Makhno et la question juive"** et publié en samizdat à Moscou en juin 1982. L'auteur, V. Litvinov, démontre en 20 pages de texte serré, que Makhno et le mouvement makhnoviste sont calomniés lorsqu'on les accuse d'antisémitisme et d'avoir fait des pogroms.

Il démonte tout d'abord les mécanismes de la propagande soviétique et les raisons de ces calomnies (le projet social réellement révolutionnaire des makhnovistes et leur opposition au bolchévisme), puis il décrit au travers de la vie de Nestor Makhno le mouvement anarcho-communiste en Ukraine de 1905 à 1921 et ses rapports étroits avec la communauté juive. Il cite de nombreux faits précis infirmant ces accusations d'antisémitisme, et il donne en passant de nombreux renseignements sur le véritable visage du mouvement makhnoviste.

Pour donner un bon aperçu de l'esprit de ce samizdat, il suffit d'en citer quelques lignes : **« La véritable histoire du mouvement anarcho-communiste en Ukraine du Sud est étroitement liée au nom de Makhno et au mouvement pour l'émancipation juive. Par conséquent, elle n'a strictement rien à voir avec les récits calomnieux qui prolifèrent dans l'historiographie d'Etat contemporaine. Pour cette raison, le travail de recherche sur l'histoire de l'anarcho-communisme devrait commencer avant tout par supprimer les effets de ces calomnies qui entourent le nom de Makhno et par rétablir les faits historiques dans leur authenticité. »**

Une édition en français de ce texte important est prévue, et nous espérons qu'elle paraîtra le plus rapidement possible (Iztok, 26 rue Piat, 75020 Paris).

VU ET REVUES

RÉSISTER

« *Il nous semble qu'il nous faut progresser dans trois directives : d'abord retrouver un discours et une pratique syndicale réellement indépendants des partis et du gouvernement ; ensuite, renouer avec un syndicalisme de masse en débattant ouvertement avec l'ensemble des travailleurs des questions de mots d'ordre et de moyens d'action ; enfin, et enfin seulement, se risquer hardiment sur le terrain des contre-propositions sur les questions industrielles, économiques et sociales. Tout cela si "l'expérience" de gauche nous en laisse le temps".* Au menu de "RÉSISTER" (revue de débat syndical) : la crise en thèmes, syndicalisme et féminisme, démocratie ouvrière et délégation de pouvoir... Un très bon numéro n'hésitant pas à aborder certains sujets tabous dans les milieux syndicaux de gauche (lire *"les dix questions pour syndicalistes de fin de siècle"*).

"RÉSISTER", trimestriel, Jeanne Simonet, App. 154, 2, rue Vaillant-Couturier, 93130 Noisy-le-Sec.

A FAIRE

Nouveau venu, A FAIRE, journal de l'ALDEA, agence de liaison pour le développement d'une économie alternative. Elle veut : *"aider, non seulement à la découverte, mais aussi à l'existence concrète de cette économie qu'on dit souterraine, et qui œuvre pour une société à faire. Une économie du quotidien, liée à la recherche de nouveaux modes de vie, hors des sentiers battus, une économie d'initiatives, en réseaux, une économie de la créativité, maîtrisée par ses acteurs, une économie qui réconcilie producteurs et usagers, en harmonie avec l'environnement naturel et humain, solidaire des exclus et du Sud, alliant technologies de pointe et dimensions humaines, une économie qui expérimente de nouveaux modèles sociaux porteurs d'avenirs possibles...".* Et tout ça avec un graphisme si beau et recherché qu'il empêche presque de lire les articles. (A FAIRE, ALDEA, B.P.67 - 75462 Parix Cedex 10).

RADIS NOIR

"Bien sûr, l'école publique actuelle est à des années lumière de celle que nous souhaitons, mais nous savons aussi que la réalisation de cette école ne sera possible que dans une société libertaire. En attendant, notre devoir est de combler l'écart entre l'école actuelle et l'école de demain, et ce chemin passe par la laïcité". On trouve aussi dans le RADIS NOIR (journal d'information et d'expression populaire) un article sur l'anesthésie dans les hôpitaux de Noyon (froid dans le dos). Promettre c'est réaliser : un numéro spécial sur les élections municipales. Même dépassé par l'actualité, faudra pas s'abstenir... de le lire (Le Radis Noir, B.P.11 - 60401 Noyon Cedex).

UMANITA'NOVA

Dans l'hebdomadaire de la Fédération Anarchiste italienne, un excellent dossier sur la Méditerranée : l'invasion russe de l'Afghanistan et la chute du régime pro-américain en Iran ont déplacé vers le Sud l'axe de l'affrontement entre les deux impérialismes. *"— Le président des Etats-Unis a présenté un nouveau missile atomique qui peut détruire simultanément 12 villes... — pourquoi ? lui a demandé un journaliste. — Parce que 13 ça porte malheur".* (UMANITA'NOVA, VIALE MONZA 255, 20126 MILANO, Italie).

DÉGEL

Dans une France paralysée par le froid, le groupe anarchiste de Bordeaux n'a pas hésité à sortir son tout nouveau journal, DEGEL. Pourquoi cette initiative ? "Il nous est apparu qu'au niveau local, non seulement il n'existait aucune feuille de contre-infos pour s'opposer au monopole de Sud-Ouest, mais en plus le groupe anarchiste de Bordeaux (indépendant de toute organisation) ressentait le besoin de faire connaître ses positions et ses luttes. Toutefois DEGEL, ne se veut pas une "feuille de chou" purement militante, tant par le ton employé (nous voulons déborder le cadre habituel des milieux libertaires) que par le choix de certains sujets traités (articles reflétant l'activité du groupe au sein de la Cité : par exemple dans ce n° 1, activité dans le comité de soutien au Coral, urbanisme à Bordeaux). Nous ne négligeons pas pour autant l'actualité internationale, libertaire ou non (Congrès de la CNT dans le n° 1) ni les articles de réflexion ou de théorie, sans oublier les questions culturelles". Pour les soutenir, vous pouvez vous abonner :
25 F pour 6 numéros bimestriels.
(DEGEL, G.A.B. 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux)

IRLANDE LIBRE

En plus d'un intense dossier sur la langue irlandaise, on apprend dans IRLANDE LIBRE que la droite et l'Eglise tentent de mettre en place un amendement qui interdirait l'avortement. Celui-ci est *"pourtant déjà illégal en Irlande d'après une loi remontant à 1861, et est punissable de l'emprisonnement à vie".* Avec de nombreuses autres organisations, nos camarades du Dublin Anarchist Collective mènent une campagne contre cette tentative réactionnaire. *"Pour ce mouvement, dans une Irlande où les femmes sont peut-être les plus défavorisées face à la loi, au système médical et aux attitudes générales, résultantes du pouvoir et de l'influence de l'Eglise catholique dans une Irlande où beaucoup s'opposent encore à tout changement et qui craignent toute expression de la sexualité, c'est peut-être l'occasion pour les femmes de s'unir enfin autour de cette question".*
(IRLANDE LIBRE - 1, rue Keller, 75011 Paris).

IMAGINE

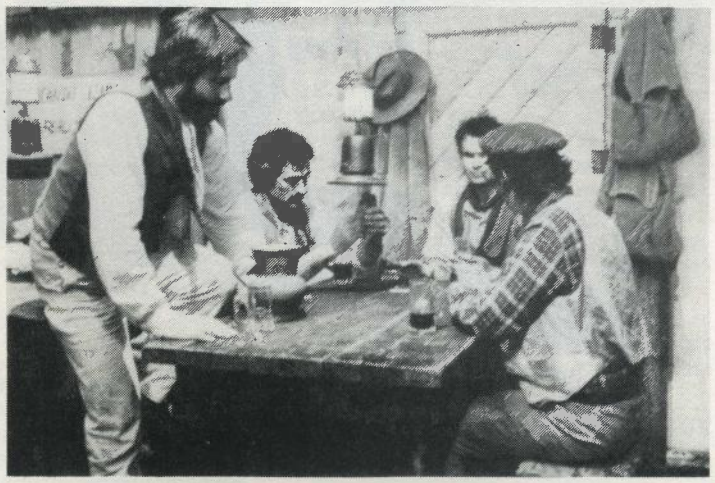
Il y a plus d'un million de personnes en France qui ont vu le film **"Condamnés à réussir"** consacré à l'usine de retraitement des combustibles nucléaires irradiés de la Hague. Ce film circule actuellement en Allemagne en provoquant les protestations des députés démocrates-chrétiens. Dans IMAGINE (mensuel de la communication différente) le syndicat des personnels de l'énergie atomique CFDT explique comment et pourquoi il a réalisé ce film en 1976. Ce faisant, IMAGINE (édité par l'ADPEC : association pour le développement et la promotion par le cinéma) rempli l'objectif fixé dans son édito : non pas *"donner la parole à qui que ce soit, mais rendre compte de ceux qui la prennent".* (IMAGINE, ADPC, 20 Bd de l'Hôpital - 75005 Paris).

Page réalisée par Lily Marlène.

COMMUNAUTÉ

LA CÉCILIA

Une commune anarchiste au Brésil en 1890



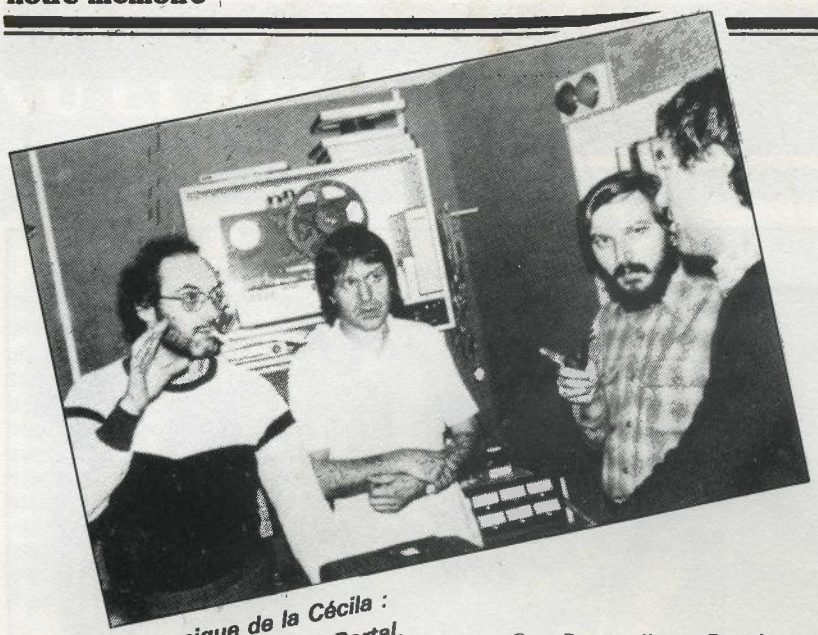
Le 20 février 1890, un petit groupe d'anarchistes italiens embarquait à bord du "Città di Roma" à Gènes. Après de longues journées de navigation, il débarquait dans l'état brésilien de Parana. Son but : fonder une colonie anarchiste expérimentale...

L'idée n'était certes pas nouvelle. La première moitié du XIXe siècle avait vu de nombreuses tentatives de création de colonies libres de la part de socialistes de diverses tendances. Ce n'est que vers la fin du siècle que des anarchistes se lancèrent, à leur tour, dans ce type d'expérimentation. En France, c'est en 1896 que des militants de Bordeaux appelaient à créer une *"société anarchiste expérimentale"*.

Parmi les membres du petit groupe fraîchement arrivé au Brésil, un militant au passé "expérimentateur" et, pourrait-on dire, l'inspirateur de l'expédition : Giovanni Rossi. Il était tout à la fois médecin, vétérinaire, biologiste, agronome. En 1883 il avait publié un récit utopiste : *"Une commune socialiste : essai semi-véridique de Cardias"*. Quatre années plus tard, l'occasion allait se présenter à lui de réaliser son "rêve". L'Association coopérative agricole Cittadella qu'il avait contribué à créer était devenue une réussite au plan économique, mais nullement au plan social. Impossible à Rossi de faire évoluer les familles d'ouvriers agricoles dans un sens communiste et anarchiste : elles restaient jalousement attachées à la hiérarchisation des tâches et des revenus, à l'intéressement à l'entreprise. Les tensions allant croissant, la méfiance et les désaccords s'accentuant, deux ans après sa création l'expérimentateur quittait Cittadella...

Sollicité alors par un camarade, il s'était décidé à partir pour l'Amérique du Sud afin d'y renouveler son expérience. Mais, cette fois-ci, point de confusion : les participants partageaient son projet politique. Pourquoi le Brésil ? A cette époque, ce pays vivait une forte agitation sociale et politique. 1888 avait vu l'esclavage aboli et l'année suivante la république proclamée. Dès lors, le gouvernement brésilien favorisa l'immigration de tous ceux susceptibles d'y apporter idées et industries. Notre petit groupe composé de dix hommes et une seule femme s'adressa à l'Inspection des Terres et de la Colonisation de la capitale de l'Etat : Curitiba. Renseignements pris et le reste du groupe momentanément resté en ville : *« les premiers jours d'avril,* raconte Rossi, *Evangelista Benedetti et moi-même, après quelques jours d'exploration, nous nous installâmes dans une cabane de bois abandonnée, à 18 km au sud de Palmeira, en bordure d'une zone de 10 km² constituée d'une prairie et de bois, que l'on nous réserva au prix de 15 lires l'hectare, payables en plusieurs versements. »*

Giovanni Rossi



La musique de la Cécila : Guy Boyer, Michel Portal, Comolli, Maurice Vander

Pour que l'expérience soit probante, Rossi pensait — fidèle en cela aux utopistes de son temps — qu'il fallait regrouper une micro-société. On trouve donc, au sein de l'équipe, des paysans, des ouvriers, deux artisans, deux intellectuels et la seule femme, infirmière. Dans un premier temps, l'expérience sembla conforter l'idée de la complémentarité des fonctions. La vie quotidienne s'organisa afin de remettre en état la cabane devenue demeure collective et la coupe du bois pour la construction d'une seconde maison ; on installa une cuisine ; on mit en place un jardin potager, sema des haricots, planta vignes, pommes de terre et manioc. Enfin, un jardin fit son apparition devant la maison.

Tout était en place pour accueillir les volontaires. Vers la fin octobre 1890 il est décidé d'envoyer l'un des colons en Italie pour y recruter. C'est ainsi que Rossi arrive à Gènes le 25 novembre. Mais la raison première de ce retour est sans doute due aux nombreuses critiques émises par bon nombre d'anarchistes italiens, Malatesta le premier qui juge futile, dilettante l'entreprise de Rossi à l'heure où le mouvement ouvrier s'organise et est en butte à la répression : *« Que Rossi aille au Brésil répéter tardivement (...) les expériences de dilettante, dont les précurseurs du socialisme remplirent la première moitié de ce siècle. Les révolutionnaires restent à leur poste de combat »*, ajoutait-il.

Pour se justifier et rallier de nouveaux camarades, Rossi organise une vaste tournée de propagande. Nombreuses sont les personnes qui se proposent pour rejoindre la colonie. Un premier groupe quitte Gènes le 3 février 1891, suivi le 14 du même mois d'un second, plus nombreux. En tout, précisera Rossi, *« ils étaient 16 familles et célibataires »*. Dans les mois qui suivirent, d'autres groupes débarquèrent au Brésil, portant la population de la Cécilia, en juin 1891, à 150 personnes.

Poursuivant sa tournée de conférences, Rossi ne regagnera la colonie qu'en juillet 1891. Mais entre-temps, et en son absence, les premières cassures viennent assombrir le tableau.

Les premières dissensions

Des tensions commencent à voir le jour entre les diverses composantes — couches et classes sociales — représentées. Des tensions aussi entre familles et célibataires, ces derniers se retrouvant peu à peu seuls à occuper la demeure collective autour de laquelle ont fait leur apparition les maisons individuelles. Tensions aussi entre les anarchistes ayant une expérience en agriculture qui eux, pour cause de rentabilité, restent travailler à la Cécilia pour la faire fonctionner et ceux moins habiles, moins utiles ou moins rentables qui, pour renflouer les caisses de la colonie, sont envoyés travailler pour le compte du gouvernement à la construction des routes.

Une telle fracture avec le projet initial débouche, à la mi-juin 1891, sur la première grande crise et la scission. Sept familles parmi les premières à s'être établies quittent la colonie, emportant une part du capital social qu'elles se partagent ensuite.

Un groupe de jeunes se décide à poursuivre l'entreprise sur de nouvelles bases : créer, en priorité, d'abondants stocks de vivres afin de garantir le minimum vital aux participants. Cette seconde phase sera marquée, par réaction au formalisme des premiers temps où assemblées, désignation de commissions, vote de règlements occupaient des heures et des journées entières, par une organisation toute différente : *« Aucune convention, ni verbale ni écrite, ne fut établie. Aucun règlement, aucun horaire, aucune délégation de pouvoir, aucune règle fixe de vie ou de travail. »*

Le nombre de colons n'est alors que de 39 personnes dont *« 20 hommes, 9 femmes et 10 enfants pour lesquels a déjà été construite une école »*. En novembre 91 arrive un groupe d'une soixantaine de personnes. Mais, déjà, apparaît la volonté de limiter les recrues. Deux critères vont être retenus : la recherche de *« cultivateurs et hommes capables de faire des travaux pénibles »* et accroître le nombre de femmes. A tous les futurs colons, il est clairement précisé qu'ils doivent emmener leurs compagnes, *« de nombreuses complications étant survenues en raison du nombre d'hommes trop supérieur à celui des femmes »*.

L'expérience communautaire atteint sa troisième année. De l'inventaire général de la Cécilia il apparaît que la colonie comprend, en décembre 1892 : 64 habitants, une pharmacie, une école, une bibliothèque. Le bilan n'est pourtant pas des plus reluisants : la vie matérielle des colons est des plus misérables, *« bien plus que celle menée par les ouvriers salariés du Brésil »*, précisera plus tard Rossi. Le village, baptisé "Anarchie" est composé d'une vingtaine

Semer la révolte, recueillir l'utopie

de maisonnettes de bois de quelques mètres carrés chacune, le sol en terre battue. Quant au mobilier, il est réduit à sa plus simple expression : les lits et, dans quelques cas seulement, une petite table avec un banc ou des tabourets. Côté vestimentaire, toujours les mêmes habits amenés d'Italie, ornées d'innombrables rapiéçages. La vie intellectuelle enfin, est inexistante. Si le désir de lancer des initiatives culturelles (musique, théâtre, danse) est ardemment exprimé, sa mise en application a été reléguée aux calendes grecques, au jour où *« contrairement à la situation actuelle, le travail n'absorbera plus tout le temps disponible »*.

Malgré tout, Rossi ne désarme pas, bien au contraire. L'année 1893 lui donnera l'occasion de tenter une nouvelle expérience : la pratique de l'amour libre.

Le fiasco de l'amour libre

L'arrivée d'Elèda et Annibale, survenue *« un soir de novembre 1892 »* allait lui permettre de l'expérimenter personnellement. Certes, la théorie de l'amour libre avait été abondamment propagée au sein de la colonie dès le départ, mais pas encore mise en pratique. Avec son expérimentation, Rossi espérait, d'une part tenter sa propre expérience, mais aussi par là-même donner l'exemple et inciter ses camarades à en faire autant...

Il développera, à partir de son expérience, des réflexions sur l'amour libre dans une brochure *"Un épisode d'amour dans la colonie Cécilia"*. Défendant la pratique de *« l'amour multiple et contemporain »*, il se fixe un objectif : *« Si j'essaie d'arracher l'amour libre — qui pour moi signifie presque toujours amours multiples et simultanées — des raisons de l'adultère, de la honte et du ridicule où on l'a exilé (...) ce n'est pas seulement parce que je désire le triomphe des lois sacrées de la nature et l'affirmation énergique du droit ; je vise un autre but, sans doute plus haut et plus grand, je vise la destruction de la famille »*.

Ainsi donc, pour Rossi, l'idéal anarchiste ne pourra se réaliser que lorsqu'à côté d'une modification radicale des rapports économiques — chose déjà survenue à la Cécilia, selon ses dires — il y aura une profonde évolution de l'institution familiale.

Mais la crise éclata, précisément, à ce propos. Le comportement d'Elèda suscita des jugements de valeur de la part des familles paysannes qui finiront par abandonner la colonie, en mai 1893 *« quand la Cécilia était réduite à 50 habitants et,* poursuit Rossi, *à ce stade, je considérais comme terminée l'histoire de la Cécilia »*.

Une lente agonie

Certes, malgré ce jugement de Rossi, la Cécilia va continuer à vivoter plusieurs mois durant, avec un premier groupe de colons au sein duquel éclatèrent rapidement les mêmes divergences, les mêmes disputes qu'au cours des deux premières tentatives. Après six mois, ce groupe se désagrège et est remplacé par de nouveaux venus qui décident, en avril 1894, de dissoudre définitivement la Cécilia.

« L'actif de la Cécilia, racontera plus tard Rossi, *fut vendu au groupe de paysans de Parmes qui avaient provoqué la crise* (face au comportement d'Elèda) *et le montant fut suffisant pour régler les dettes de la communauté et payer le voyage des derniers colons jusqu'à Curitiba. »*

Ce dénouement n'était pas pour surprendre Rossi qui, dès son retrait de l'expérience en 93, s'interrogeait : *« Qu'adviendra-t-il de la Cécilia ? Par la force des choses, elle mourra. Mais de quelle maladie ? »*

Après ses divers sursauts et sa lente agonie, la Cécilia sera quasi-unaniment jugée comme un échec par les anarchistes italiens. Bissolati, qui avait pourtant soutenu l'expérimentation de Rossi, écrira en 1896 : *« La coopérative échoue comme échouent, et pour les mêmes raisons, toutes ces "expériences" qui sont faites au sein du monde capitaliste. Ce sont des expérimentations dont il n'est pas possible, à mon avis, de tirer la moindre expérience positive (...). Je ne sais pas si (Rossi) aussi, maintenant, est guéri de cette illusion après la récente expérience de la colonie Cécilia, et s'il a convenu que nous étions en plein communisme de l'utopie... »*.

En fait, Rossi tira des conclusions contradictoires. Dans un premier temps, en accord avec certains colons, il affirma que lorsqu'une communauté n'a pas la capacité ni les moyens de production suffisants, alors pour ses membres *« il est mieux d'être travailleurs salariés exploités par les capitalistes »*. Ainsi nombre de ses anciens cofondateurs renouèrent avec la réalité sociale du pays, participant activement à l'organisation des premiers syndicats brésiliens...

Mais, dans un second temps et jusqu'à ses derniers jours, Rossi revint en arrière. En 1917 il alla même jusqu'à écrire :

« La Cécilia ne fut pas un fiasco. Nous l'avons dissoute parce que nous étions fatigués de cette solitude. Pour nous, l'expérience était faite, achevée, et nous suffisait. Le projet de la colonie était de voir si les hommes sont aptes à vivre sans lois ni propriétés individuelles : pendant deux ans, effectivement, les pionniers vécurent sans lois ni règlements, sur une propriété commune, travaillant spontanément en commun. »

C'était aller un peu vite en besogne et nier cela même que Rossi n'avait cessé de constater : égoïsmes, jalousies, prises de pouvoir, tabous...

Julien DREUX

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- *"La Cécilia : une commune anarchiste au Brésil en 1890 (dossier d'un film)"* par Jean-Louis Comolli. Ed. Daniel & Cie, Paris, 1976.
- *"Il socialismo utopistico : Giovanni Rossi e la colonia Cecilia"*, par Rosellina Gosi Milan, 1977.
- *"O Anarquismo da colonia Cecilia"* de N. Stadler de Sousa, Rio de Janeiro, 1970.

MÉGAPHONE

DOSE LÉTALE

« *Je voudrais m'allonger auprès de ton sourire, oublier que là-bas je ne le pourrais pas, oublier que des hommes ont fini par mourir...* ». Thierry Mauricourt a un peu plus de 20 ans et le 1er décembre dernier, les autorités militaires l'ont appelé sous les drapeaux. Mais Thierry n'aime ni les drapeaux, ni les soldats : « *Partout où il y a un soldat, il y a un tueur en puissance...* ». Thierry est aujourd'hui insoumis et recherché. Pour crier sa révolte, il vient d'auto-éditer son premier livre : un recueil de textes et de poésies insoumises, diffusé par Avis de Recherche. "**Dose Létale**" n'est pas seulement un livre, c'est un cri et un défi.

("**Dose Létale**", textes rebelles, poésie insoumise, disponible contre 39 F, franco de port, en écrivant à Thierry Mauricourt, c/o G.A.A., BP n° 7, 80330 Longueau).

ÉTUDES LIBERTAIRES

Le Centre d'Etudes Libertaires G. Pinelli de Milan vient de publier son programme de colloques pour 1983. Les 14 et 15 mai : "Violence et non-violence dans les transformations sociales" avec Giuliano Pontara ; les 9 et 10 octobre : "Communautés ; de l'utopie à la réalité" avec Mario Marrone et en novembre : "L'imaginaire social" avec Cornelius Castoriadis.

Les places à chacun de ces colloques étant limitées, il faut prendre contact pour s'inscrire avec le Centro Studi Libertari G. Pinelli, Viale Monza 255, Milano.

SEBASTIEN FAURE

LA LIBERTE

PARLOIRS LIBRES

Les mouvements issus des prisons demandant l'application des décisions Badinter ont été fortement réprimés : détenus traînés au mitard, isolés (DPS), transférés loin de leur famille, remises de peine supprimées, etc. Il faut organiser un mouvement de l'extérieur afin que les détenus ne soient plus en première ligne. Nous demandons à toutes les organisations touchant de près ou de loin à la prison de bien vouloir se faire connaître afin de coordonner nos efforts en vue de l'application sans restriction des décisions Badinter.

Depuis samedi 29 janvier, les vitres ont sauté aux parloirs de la Maison d'Arrêt des hommes, boulevard Jacques-Cartier à Rennes. L'administration pénitentiaire aménage de nouveaux parloirs et a fait ce premier pas tout de suite. La mesure n'est pas restrictive et concerne tous les détenus. Pour qu'il en soit ainsi partout en France, il faut se mobiliser, prendre les moyens d'obtenir ce droit de toucher l'autre, d'obtenir pour nos enfants, leurs enfants, un parloir tout à fait libre au moins une fois par mois afin que chaque rencontre ne soit plus un traumatisme long à guérir. La première mesure est simple. Rennes l'a fait. Demandez la même chose pour tous.
(Groupe Libertaire de Versailles B.P. 15, 78151 Le Chesnay Cedex).

LA LIBERTÉ

La liaison Bas-Rhin de la Fédération Anarchiste vient d'éditer "**La liberté**" de Sébastien Faure. Cette brochure est disponible au prix de 11 F franco, à l'adresse suivante :
Remon, BP 35
67340 Ingwiller

ANARCHIVES

"Je cherche tous renseignements sur les groupes "Bien Etre et Liberté", "Pelloutier", "Groupe d'Etudes Sociales", "Groupe Libertaire Toulouse", "Jeunes Libertaires", Toulouse entre 1945 et 1955. Ecrire à Lebas J.-Michel, 8, rue M.-Berger, 45000 Orléans".

L'EN-DEHORS

La librairie bordelaise l'En-Dehors connaît quelques difficultés. "Des circonstances extérieures, sociales, économiques, font qu'il est difficile de faire vivre une librairie différente, mais nous avons aussi à subir des "ennuis" propres peut-être à notre spécificité. Les impôts, niant notre caractère à but non lucratif, nous adressent régulièrement de nouveaux redressements à payer, et surtout notre propriétaire nous "convoque" courant mars devant le tribunal pour nous expulser. En bref, nous avons besoin d'une aide ponctuelle mais vitale en ce moment, pour nous permettre de passer ce cap difficile sous peine de disparaître. Pour la diffusion de nos idées, la subsistance de l'Association, de sa librairie est nécessaire et ceci est tous les jours prouvé par les nombreux contacts que nous avons, par les groupements ou associations qui se réunissent dans notre local (Comité de soutien au Coral, groupe antimilitariste, maîtres-auxiliaires). Aussi, lançons-nous une souscription pour tirer l'association de la situation financière préoccupante dans laquelle elle se trouve".
(Librairie L'EN-DEHORS, 46, rue du Mirail 33000 Bordeaux - CCP 1675 39 B Bordeaux).

APPEL A LA SOLIDARITÉ

Annabel, 13 ans vit chez nous depuis novembre 82 après être passée dans deux lieux de vie du CRA. Elle nous a été confiée par la DDASS de Nantes au terme d'une convention signée entre elle et nous.

Nous constatons qu'ici Annabel a déjà beaucoup changé, que nous vivons bien ensemble.

Ce serait une grave erreur de la changer d'endroit, d'autant plus que cet endroit, c'est l'hôpital psychiatrique.

Pourquoi ?

Annabel, par deux fois, est partie se promener et à chaque fois, ce sont les flics qui l'ont ramenée. Annabel se ballade, se déshabille sans avoir conscience des normes de cette société et aussi des risques qu'elle court en se promenant seule.

A la base, des rapports de gendarmerie à notre sujet et de fausses déclarations de la part de la DDASS de l'Ariège qui nous est très hostile :

— Le directeur de la DDASS de l'Ariège a "multiplié les fugues" (il parle de 4 au lieu de 2),

— il fait un portrait très peu flatteur des permanents qui seraient soi-disant passés de l'élevage de chèvres à l'élevage de gamins,

— il fait des remarques sur les conditions d'hygiène de notre lieu.

Pour nous, c'est clair : machination et volonté politique de détruire les lieux du CRA.

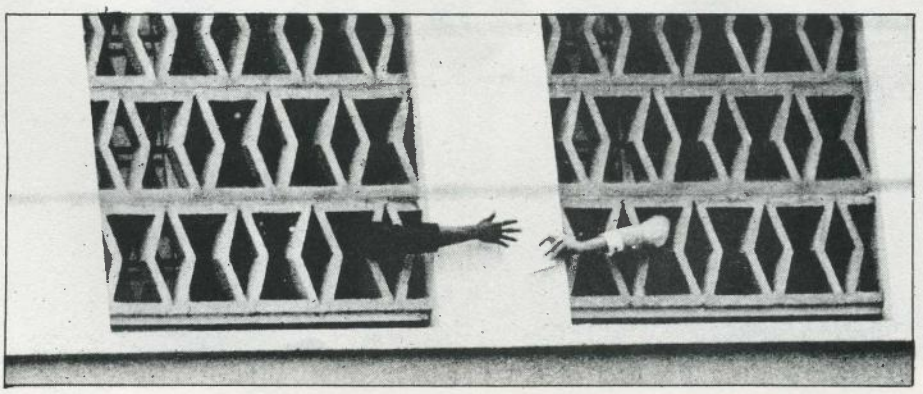
Nous nous battrons sur ce terrain pour qu'Annabel puisse continuer à vivre ici et que les lieux soient reconnus.

Nous faisons appel à votre solidarité. Ecrivez, téléphonez à :
Directrice de la DDASS de Nantes, Mme Ferré, M.A.N. Rue René-Viviani, 44062 Nantes Cedex Tél. (40) 47.10.47

Directeur de la DDASS de l'Ariège, M. Orsini, 9, avenue Paul-Delfech, 09000 Foix Tél. (61) 52.23.23

Geagina Dufoix, Secrétaire d'Etat au Ministère de la Solidarité Nationale 8, avenue de Segure, 75007 Paris.

Si aucune négociation n'a abouti nous aimerions que vous soyiez présents au lieu de vie "La Noria" (Presbytère d'Illartein, 09800 Castillon) quand l'éducateur et les flics viendront chercher Annabel. Ne connaissant pas exactement le jour, tenez-vous au courant en nous appelant au (61) 96.80.57.



CASE LIBRE

Une page blanche offerte en toute liberté à un mouvement.

APPEL AUX ASSISES ANTINUCLÉAIRES DE JUIN 83

Aujourd'hui 40 % de l'électricité produite est d'origine nucléaire. Les autorités nous promettent un avenir atomique. Beaucoup des opposants au programme nucléaire l'admettent maintenant comme une fatalité à laquelle il faut se résigner. Pourtant la lutte antinucléaire est plus que jamais d'actualité.

Parce que :
- des accidents graves restent possibles ;
- même en fonctionnement normal des substances radioactives sont libérées ;
- l'effet de faibles doses répétées n'est toujours pas connu ;
- le problème du retraitement et du stockage des déchets n'est toujours pas résolu.

Parce que :
- le programme nucléaire ne résoud pas le problème de l'approvisionnement en énergie ;
- la capacité de production française d'électricité est surabondante ;
- l'énergie nucléaire n'est rentable pour l'industrie que dans la mesure où ses investissements sont payés par la population (comme consommateurs et comme contribuables) ;
- le nucléaire est lié à un type de développement économique et social qui ne répond pas aux aspirations de la population ;
- la généralisation de l'énergie nucléaire par sa production rigide d'électricité affectera notablement notre mode de vie (accélération du développement du travail de nuit, changements dans les habitudes de consommation...).

Parce que :
- c'est une énergie centralisée ;
- les populations directement concernées n'ont jamais été consultées, pas plus que les autres ;
- l'Etat français n'hésite pas à utiliser tous les moyens pour protéger la construction des centrales. Des anciens aux nouveaux gouvernants, les méthodes n'ont pas changé. Ratonnades comme à Valence d'Agen et à Fumay, présence policière constante comme à Chooz, utilisation systématique ds grenades offensives (Golfech, Chooz, Le Carnet...), emploi de blindés, poursuites judiciaires, emprisonnements...
- la nature du risque radioactif imposera une présence policière importante et un contrôle massif des populations en cas d'accident (sabotage, destruction).

Parce que :
- l'industrie nucléaire est le produit de recherches militaires et y est liée ;
- elle contribue à la prolifération nucléaire et au surarmement ;
- elle est un outil de domination du Tiers Monde.

De plus, pour la première fois dans l'histoire du programme nucléaire français, nous assistons à une conjugaison de facteurs qui le rendent fragile et vulnérable :

1) La situation technique est inquiétante ; en plus des accidents et incidents habituels, des signes de vieillissement prématuré des installations apparaissent.

2) La situation financière d'EDF est catastrophique. Son endettement atteint 150 milliards à cause des investissements d'équipement nucléaire.

3) Le programme se révèle inutile énergétiquement : il reposait sur des prévisions de croissance et de consommation qui ne se sont pas vérifiés. Depuis 81 la consommation d'énergie diminue. Depuis 1982, il en va de même pour la consommation d'électricité.

4) Les espoirs commerciaux ne sont plus fondés. A cause de la concurrence et du ralentissement de tous les programmes nucléaires du monde (division par 4 à l'horizon 2000 pour les pays de l'OCDE) la France a du mal à exporter son matériel nucléaire.

5) L'industrie nucléaire nous enfonce dans la crise et continue le chômage : elle est le moteur d'une restructuration de l'industrie, d'investissements se font au détriment d'autres branches et elle occasionne la destruction des économies locales.

La lutte pour l'arrêt et le démantèlement de l'ensemble du programme nucléaire doit s'intensifier ;

— quel que soit l'état de réalisation de ce programme ;

— quels que soient ceux qui le mettent en œuvre. Le gouvernement socialiste, à peine trois mois après sa prise de pouvoir, en reconduisant pour l'essentiel le programme giscardien, a montré l'identité de ses conceptions profondes sur la politique économique à mener, sur le type de démocratie à bâtir, avec celles de la droite ;

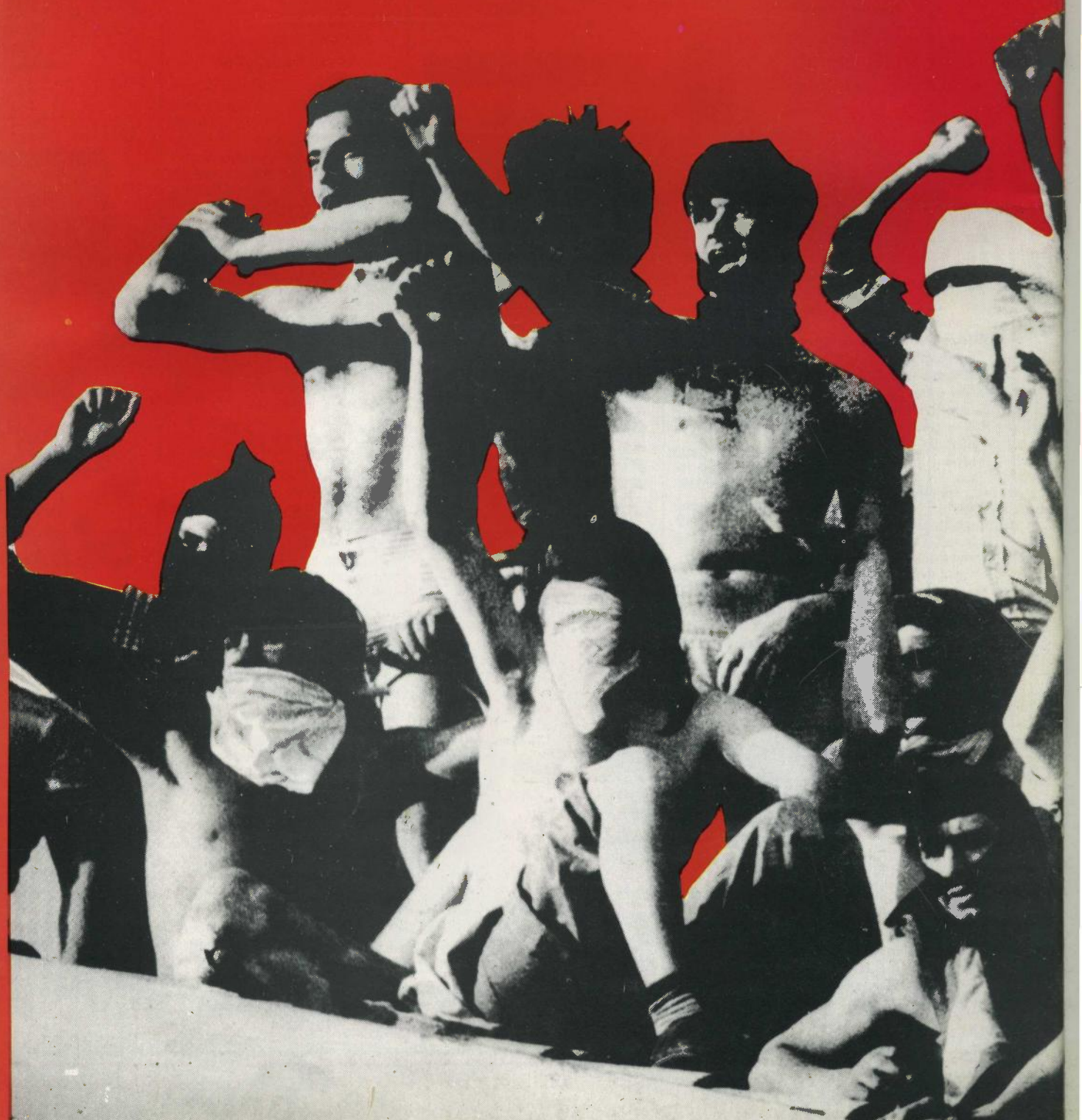
— quelle que soit la faiblesse actuelle du mouvement antinucléaire : ce programme *"coûteux, risqué et inutile"* entraîne une sensibilisation latente et nous amène une sympathie potentielle mais large.

Les luttes centrées sur les sites sont à l'heure actuelle le lieu d'expression unique du mouvement antinucléaire. Elles sont indispensables à la lutte pour l'arrêt du programme. Mais le nucléaire ne se limite pas aux centrales : c'est un phénomène social total ; les antinucléaires peuvent légitimement intervenir sur tous les terrains. Dans les luttes sur le nucléaire peut et doit s'élaborer une alternative sociale. La démultiplication des terrains et des luttes est donc nécessaire. Pour cela il faut un mouvement antinucléaire puissant et uni. Il faut trouver des modalités d'organisation efficaces, pour chercher et faire circuler l'information, pour rendre percutantes les activités des militants. Il faut trouver les formes et les luttes adéquates.

C'est l'objectif des assises du nucléaire qui se tiendront à Paris les 11 et 12 juin 1983. Ce texte est un appel à la participation, non seulement aux assises, mais aussi aux débats préparatoires, de tous ceux prêts à s'organiser et à agir pour que, de gauche ou de droite, le nucléaire on n'en ait pas !

Pour tout contact : CNAN, 12, rue Planterose 33000 Bordeaux.

Ecoute cannibale
écoute-moi bien
ma voix vingt millions d'esclaves
vingt ans et plus à l'enseigne des faussaires
et nous
suant la mort de partout
exténués de rêves fous et d'attente...
(Abdellatif Laâbi)



agora, mensuel libertaire, bp 1214, 31037 Toulouse Cedex